



**FAILLITE SANITAIRE,
DESTRUCTION DES SERVICES
PUBLICS, LICENCIEMENTS,
AUTORITARISME**

UN SEUL REMÈDE:

**NOS
LUTTES**

Dossier

**LA LIBERTÉ DE LA
PRESSE PIÉTINÉE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Il n'est pas de sauveur
suprême»

Page 2

PREMIER PLAN

Grandpuits. «On sait qu'on est
face à un monstre: Total»

Page 3



ACTU INTERNATIONALE
États-Unis. Le desperado de la
Maison-Blanche

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Fascisme, enfumage et
alternative par Daniel Tanuro

Page 12



édito

Par MANU BICHINDARITZ

«Il n'est pas de sauveur suprême»

Il paraît que c'est l'événement politique français de ces derniers jours... Dans un mouvement presque synchronisé, Anne Hidalgo et Arnaud Montebourg ont tous deux annoncé la création de leur propre «mouvement», respectivement baptisés «Idées en commun» et «l'Engagement»... L'actuelle maire de Paris et l'ex-ministre du Redressement productif – reconverti depuis dans le commerce du miel (!) – entendent tous deux préparer leur entrée dans la campagne présidentielle en mettant sur pied un think tank/écurie tout à leur botte pour les porter jusqu'en 2022... Ce faisant, ils devront toutefois jouer un peu des coudes, tant les rangs des candidatEs annoncés et de celles et ceux «qui y pensent» sont déjà bien garnis à gauche. Royal, Cambadélis, Taubira, Jadot, Piolle, Roussel, Mélenchon... Depuis la fin de l'été, les médias n'en finissent plus d'égrainer les noms de celles et ceux qui – issus du PS, du PCF, d'EÉLV ou de LFI – sont dans les starting-blocks.

Bien entendu, touTEs n'ont pas la même histoire et n'incarnent pas la même orientation politique. Et si on se base sur leurs interviews, déclarations et premières «professions de foi», le curseur peut être placé plus ou moins à gauche, quand on ne s'interroge tout simplement pas sur la pertinence de cette référence politique, fusse-t-elle réformiste... Ainsi Montebourg, partisan de la «démondialisation» et du «made in France», attaque Macron qui selon lui «continue à abandonner tous les jours des entreprises entre les mains de l'étranger». Des déclarations qui suscitent des solidarités jusque dans les rangs de LR... Pour autant, tout ce petit monde partage visiblement une même priorité : se lover rapidement dans le costume de président de la V^e République afin de poser au «sauveur suprême», celui ou celle qui changera la donne ou plus prosaïquement gèrera au mieux le système, ses contradictions... et ses crises ! À l'opposé, c'est justement le combat de notre camp social contre le capitalisme, pour empêcher des reculs catastrophiques face à la catastrophe sanitaire, à la crise climatique et environnementale, à la saignée sociale sur nos emplois ou aux offensives liberticides, qui doit être notre priorité ces prochaines semaines. Et alors que nous allons bientôt fêter les 150 ans de la Commune de Paris, on se souviendra que l'une de ses figures, Louise Michel, écrivait que «l'autorité d'un seul, c'est un crime. Ce que nous voulons, c'est l'autorité de tous». Rien à ajouter.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partiantcapitaliste.org

BIEN DIT

Comment se fait-il que je doive encore dire à mes enfants : «S'il y a la police, vous partez, parce qu'on ne sait pas ce qu'il peut se passer?»

LILIAN THURAM, liberation.fr, 6 janvier 2021

À la Une

Face à l'incurie sanitaire et à l'autoritarisme : prendre nos affaires en main

Le virus circule toujours. En Europe en particulier. On est passé de la première vague à la seconde, puis au variant britannique. Comme dans toute série, les épisodes se succèdent et on n'en voit pas la fin.

En France, l'accueil des malades à l'hôpital est problématique dans les régions où le taux de contamination est le plus élevé. Dans l'est du pays, à titre d'exemple, aucun lit n'a été ouvert depuis le printemps, pire les fermetures de lits ont continué. Quelques chiffres : 28 lits de fermés au CHU de Besançon, 20 lits à Strasbourg, et la liste est encore longue. Comment s'étonner, dès lors, que le taux d'occupation en réanimation dépasse les 90 % dans certains hôpitaux de cette région ? Par ailleurs des projets de restructurations sont annoncés, comme la fusion des hôpitaux Bichat et Beaujon à Paris, ce qui entraînera 300 suppressions de lits et 600 postes en moins. À Nancy, un projet immobilier prévoit le rassemblement sur un seul site de tout le centre hospitalier jusque-là éclaté, avec 598 suppressions de postes et 179 lits de moins. La liste n'est pas exhaustive...

Rien pour l'hôpital

Avec tout juste six lits pour 1000 habitantEs, la France n'est qu'au 9^e rang des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), classée entre la Slovaquie (10^e) et la Lituanie (8^e).

Il n'est donc pas étonnant de voir ce gouvernement totalement paniquer face à l'afflux de malades dans les hôpitaux. On mesure également tout le cynisme de Macron qui, le 15 mai 2020, en visite à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris évoquait «une erreur de stratégie», se disant prêt à investir notamment «pour mettre fin à [la] paupérisation» des soignantEs. Même si les hospitalierEs, hormis celles et ceux qui travaillent dans le médico-social, ont reçu 183 euros de plus chaque

mois, les conditions de travail continuent à se dégrader à l'hôpital avec un manque évident de personnel qui épuise les équipes. Il aurait pourtant été possible de former rapidement des aides-soignantes dès le mois de mars.

Confinements et couvre-feux

Quelles ont été et quelles sont les réponses gouvernementales à la prolifération du virus et à l'afflux de malades dans les hôpitaux ? En premier lieu, de nouvelles restrictions des libertés pour pouvoir accueillir les patientEs Covid à l'hôpital. Parallèlement, des opérations sont reportées, ce qui compromet le suivi médical de nombreux et nombreuses patientEs atteints de pathologies sérieuses comme les cancers ou les déficiences cardiaques.

De novembre à mi-décembre un confinement a été rétabli. Certes moins contraignant qu'au printemps, mais obligeant tout de

même des millions de personnes à rester chez elles. Le couvre-feu à 20 heures n'a non seulement pas été levé, mais il a été durci à 18 heures depuis début janvier, puis pour huit départements supplémentaires à compter du 10 janvier. Et ce n'est pas fini. Avec bien entendu la mesure vexatoire et infantiliste de l'attestation dérogatoire à fournir à chaque contrôle policier... Ce qui fait le plaisir de vivre : culture, relations sociales, sports, convivialité... a disparu de nos vies depuis des mois.

Une bande de branquignoles

Parallèlement, la vaccination de la population s'est poussivement mise en place depuis fin décembre, très loin d'atteindre les niveaux que l'on peut constater en Allemagne ou en Grande-Bretagne.

La fausse colère de Macron demandant l'accélération du processus de

vaccination n'a trompé personne. Ce gouvernement fait plus penser à une bande de branquignoles qu'à des gens responsables ayant le souci de la santé de la population. Et le premier d'entre eux, Macron, ne fera croire à personne qu'il n'y est pour rien.

Tout cela se fait sans que la population ait son mot à dire, et sans aucune forme de démocratie. Les déclarations télévisées de Macron, Castex et Vèran ressemblent à la messe. On reçoit l'information comme d'autres la bonne parole à l'église.

Cette crise sanitaire nous enfonce un peu plus dans l'incurie et l'autoritarisme. Toutes les raisons existent pour que la colère se transforme en mobilisation pour imposer d'autres solutions et prendre nos affaires en main. Reste à construire les outils pour y parvenir.

Correspondants commission santé sécu social



COVID-19 – Les vaccins monopolisés par les pays dominants

Retard à l'allumage en France, apartheid vaccinal au niveau mondial.

Dans la course de vitesse entre la vaccination et le Covid-19, malgré la crainte d'une accélération avec le variant anglais, la France a choisi de partir à la vitesse d'un escargot. Supercongélateurs livrés seulement le 21 décembre, selon l'enquête de Mediapart, retard d'anticipation dans le recueil du consentement qui n'est pas toujours aisé dans les Ehpad, aiguilles sous-cutanées fournies alors que ce sont des aiguilles plus longues intramusculaires qui sont nécessaires, les ratés se sont multipliés.

Efficacité des vaccins

Pour ne pas avoir à porter la responsabilité du fiasco d'un début de vaccination raté, le gouvernement accuse les lenteurs de la bureaucratie. Pourtant c'est bien le plan gouvernemental qui proposait de limiter la vaccination aux seuls résidentEs des Ehpad jusqu'à la fin février. Devant le tollé suscité par ce retard, car chaque jour sans vaccination, ce sont des morts qui auraient pu être évités, Macron a dû passer à la vitesse supérieure. Le 31 décembre, Olivier Véran a donc annoncé que la

vaccination serait finalement ouverte aux professionnels de santé de plus de 50 ans ou atteints de comorbidité, puis fin janvier aux plus de 75 ans. Depuis le 6 janvier, un deuxième vaccin est autorisé en France, le Moderna. Fait important pour pouvoir multiplier les centres de vaccination au plus près des populations, il se transporte à -20 °C et peut rester 30 jours dans un frigo classique, contre -70 °C et 5 jours seulement pour le vaccin Pfizer. L'essai clinique du Moderna, publié le 30 décembre par le *New England*

Journal of Medicine, confirme l'efficacité des vaccins à ARN contre le Covid-19. Sur les 30 420 volontaires qui ont participé à l'essai, 185 ont contracté le covid dans le groupe placebo, contre seulement 11 dans le groupe vacciné, confirmant une efficacité de 94,1%. 30 personnes ont eu un cas de covid sévère, avec à la clef un décès, tous dans le groupe placebo. Aucun effet secondaire grave n'a été noté. D'ailleurs depuis les essais cliniques, plusieurs millions de personnes ont été vaccinées avec les deux vaccins agréés par l'Agence européenne du médicament. Avec à la clef aucun décès, mais seulement quelques très rares chocs allergiques, autour de 1 pour 100 000 vaccinés, qui poussent à un interrogatoire avant vaccination, notamment pour les patientEs allergiques au polyéthylène glycol. Les bénéfices de la vaccination sont donc très largement supérieurs aux risques potentiels.

Un monde à changer

L'HUILE DE PALME N'EST PAS QU'UN PROBLÈME ÉCOLOGIQUE. Cela fait des années que l'impact de la production massive d'huile de palme sur l'environnement (forêts et tourbières tropicales) est dénoncé. L'écologiste marxiste suédois Andreas Malm classe l'huile de palme parmi les productions dominées par l'agro-business les plus nuisibles aux écosystèmes et responsables de la déforestation massive (voir l'article sur son ouvrage *la Chauve-souris et le capital* dans le numéro de novembre de la revue *L'Anticapitaliste*). Dans les pays traditionnellement producteurs, l'huile de palme est un ingrédient alimentaire. Ce qui pose avant tout problème, c'est l'utilisation massive de cette huile par les industries des pays non-producteurs (agro-alimentaire, cosmétiques, agro-carburants). La consommation mondiale d'huile de palme pourrait atteindre 40 millions de tonnes en 2020, contre 22,5 millions de tonnes en 2010.

Mais la production massive d'huile de palme pour l'industrie n'est pas qu'un problème écologique. Les conditions des travailleurEs des plantations relèvent de la pire exploitation : travail forcé, travail des enfants, violences sexuelles ou physiques, entrave à la libre circulation, retenues sur salaires. En 2016, Amnesty International avait publié un rapport dénonçant le travail des enfants et le travail forcé dans les plantations indonésiennes de palmiers à

huile. Aujourd'hui, ce sont les plantations malaises qui sont décrites dans une enquête de l'agence étatsunienne Associated Press (AP). En Malaisie (2^e producteur au monde après l'Indonésie) près de 80% de la main-d'œuvre est étrangère. Selon l'enquête d'AP, le quotidien de nombreux travailleurEs est à l'image de celui de Jum, dont le patron a confisqué le passeport puis l'a perdu, l'obligeant à rester dans la plantation et à se cacher des autorités en dormant à même le sol dans la jungle. Sa plus grande peur ? Les tigres. « *Je ne suis plus un homme libre* », confie-t-il à l'agence. « *Je n'ai qu'une envie, c'est de partir et de revoir mon père et ma mère* ». Les femmes sont, elles, victimes de viols. L'État malais, comme les propriétaires de plantations, contestent ces faits, parlent de cas isolés, et assurent protéger les droits des ouvrierEs agricoles. AP rappelle que la plupart des grandes marques, Nestlé, Unilever, Procter & Gamble, se fournissent en huile de palme dans la région. AP souligne également le rôle des grandes banques internationales, Deutsche Bank, BNY Mellon, Citigroup ou HSBC qui soutiennent cette activité. Les conditions de production de l'huile de palme ne sont en fait qu'une des pires illustrations de ce que dénonçait Marx dans le *Capital* comme inhérent à la production capitaliste : le fait qu'elle « *épouse en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* ».

GRANDPUITS

« On sait qu'on est face à un monstre : Total »

Peux-tu rappeler les revendications que vous mettez en avant ?

La CGT Grandpuits se positionne pour le « zéro suppression d'emploi », chez les sous-traitants comme chez Total. C'est notre première revendication. Pour l'ensemble des grévistes, puisqu'on sait qu'on est face à un monstre, Total, il y a aussi une discussion sur des revendications pour des créations d'emplois. On voudrait arracher une cinquantaine d'emplois qui manquent aujourd'hui, qui seraient nécessaires pour nos conditions de travail. Il manque notamment un service de pompiers à la raffinerie, qui soit consacré exclusivement à cette tâche. Ça existe dans les autres raffineries, nous sommes la seule où il n'y a pas ce service ! On voit des mécanos qui doivent faire le boulot de pompier, mais c'est très compliqué, très particulier et ça ne devrait pas être fait par des personnels dont ce n'est pas le travail.

On revendique aussi un ratio hommes/postes convenable pour pouvoir poser des congés, etc.

Comment organisez-vous la lutte ?

On essaie de construire une lutte auto-organisée. On a élu des délégués dans chaque ligne de quart. Ils organisent la caisse de grève à l'intérieur de leur ligne, les relèves,

Entretien. Adrien Cornet, délégué CGT à la raffinerie de Grandpuits, nous parle de la grève contre les licenciements, qui a débuté le 5 janvier.



FB ADRIEN CORNET

qui est remplacé, et la gestion des travaux indispensables à la sécurité du site. On discute si on estime que les travaux sont indispensables et quelles contreparties on demande. Voilà le type de discussion qu'on a autour du piquet.

Certains secteurs, de la maintenance, de l'inspection, des travaux, du grand arrêt, la formation, la sécurité, sont avec nous, ils viennent nous voir sur les piquets de grève. Ça se passe très bien aussi avec les non-grévistes, qui

partagent nos inquiétudes et respectent la lutte. On discute bien donc il est possible d'élargir la grève. Les salariés de jour ont moins de traditions de lutte, il y a plus de difficulté, mais ça se passe très bien.

Comment voyez-vous la convergence des luttes ?

On a établi un planning de la grève sur le mois de janvier. On travaille par exemple aux liens avec le secteur de l'énergie. On

est assez proche des salariés de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, on a lutté avec eux lors des précédents mouvements nationaux, par exemple pour les retraites. Parce qu'en réalité il y aurait des sujets de fond à discuter, sur l'énergie au niveau du pays, et les salariéEs on devrait avoir notre mot à dire puisque c'est nous qui faisons tourner les centrales, les raffineries, les dépôts pétroliers, c'est nous qui assurons la sécurité de ces sites. En réalité il faudrait un pôle énergie au niveau national, une nationalisation sous contrôle ouvrier en expropriant les grands groupes comme Total.

Il y a également une interpro locale, avec les cheminots de Melun, les profs de Provins et Melun, pour soutenir la lutte. On prépare des actions en locale pour la semaine prochaine [cette semaine] par exemple.

On va aussi discuter de l'initiative des TUI pour le 23 janvier dont la CGT Grandpuits est partie prenante !

Propos recueillis par Antoine Larrache

Caisse de grève des raffineurs de Grandpuits en ligne sur Cotiz'Up.

Apartheid vaccinal

Les vaccins à ARN, qui ont fait la preuve de leur grande efficacité contre le Covid-19, ont été pré-achetés par les USA et l'Union européenne à coups de millions d'aide aux trusts de la vaccination. Il en est de même pour le vaccin plus classique de Zeneca-Oxford, bien avancé dans son étude de phase 3, dont les doses ont déjà été pré-achetées par la Grande-Bretagne, l'Europe et les USA. C'est donc peu dire que les pays les plus pauvres, aux budgets de santé minés par la dette et les politiques de privatisation, sont actuellement privés de vaccins. Le vaccin chinois est parfois distribué peu cher à certains pays pauvres, mais comme une arme pour se faire ouvrir les ports, les voies ferrées, les délibérations des parlements, pour construire les routes de la soie que Xi Jinping veut mettre en place dans sa course à l'hégémonie face aux USA.

Entre les prix élevés exigés par Big Pharma, la limitation des capacités de production pour cause de brevet et de secret industriel, et les intérêts stratégiques des États, on est bien loin de vaccins bien communs universels, fournis rapidement et gratuitement à toute la population mondiale. Le profit espéré pour les vaccins anti-covid, 20 milliards de dollars pour Moderna, voilà la cause d'un apartheid vaccinal qui vient de loin. Le vaccin contre l'hépatite B avait été testé chez les enfants sénégalais, ils en ont été privés pendant des années ! En 2015, lors de l'épidémie à virus ebola, le professeur Ballou, responsable vaccin ebola chez GSK, avouait à la BBC qu'avec l'OMS, ils s'étaient mis d'accord pour ne pas développer le candidat vaccin. Pas rentable ! La vaccination est trop importante pour être laissée aux intérêts des

ACCÉLÉRATION DE LA CAMPAGNE DE VACCINATION



labos ou des États. Contre les brevets des trusts, contre le secret des process industriels, qui limitent la production mondiale de vaccins sûrs et efficaces, la réserve aux pays les plus riches, qui peuvent payer les

prix hauts exigés, il faut réquisitionner Big Pharma, et lui imposer des licences obligatoires et gratuites, pour fournir ce qui doit être un bien commun universel.
Frank Cantaloup

Le chiffre 57%

57% des policiers municipaux sont équipés d'une arme à feu en 2020, selon les chiffres obtenus par la Gazette des communes auprès du ministère de l'Intérieur. Soit une augmentation de 12% par rapport à 2019. Nous voilà bien protégés...



Agenda

Jeudi 14 janvier, manifestation pour la réintégration de Gaël Quirante, Cergy (95). À 9h30, départ du RER Cergy-Préfecture.

Samedi 16 janvier, manifestations locales contre la loi sécurité globale et les autres textes liberticides.

Jeudi 21 janvier, journée de grève dans la santé.

Samedi 23 janvier, manifestation pour l'interdiction des licenciements et contre les suppressions d'emplois, Paris. À 14h, Assemblée nationale. À l'appel de la CGT TUI, de différentes structures syndicales, forces politiques, etc.

Du 19 au 26 janvier, semaine de mobilisation des AED et AESH.

Mardi 26 janvier, journée de grève dans l'Éducation nationale.

Jeudi 28 janvier, journée de grève dans l'Énergie.

Samedi 30 janvier, manifestation nationale contre la loi sécurité globale et les autres textes liberticides, Paris. À 13h.

Jeudi 4 février, journée de grève interprofessionnelle.

NO COMMENT

Quand vous êtes écrasé par un plafond de donnes, que pour trouver un conseiller il faut arpenter quatre couloirs et passer cinq portes toutes décorées, ça ne favorise pas un travail efficace.

BURNO LE MAIRE, France Inter, 11 janvier 2021.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BRÉSIL 200 000 morts, chômage et misère : Bolsonaro brise le pays

Le Brésil a dépassé le chiffre tragique de 200 000 morts par le Covid-19 le 7 janvier. Le nombre de cas augmente dans presque tout le pays et on compte plus de 1200 décès par jour. Néanmoins, Bolsonaro persiste à faire campagne contre le vaccin et ne présente pas de plan de vaccination efficace, alors que plus de 50 pays ont déjà commencé à vacciner la population.

La dette sociale historique s'est aggravée pendant la pandémie. Le nombre de personnes en situation de misère et de pauvreté a augmenté, un drame qui va s'amplifier avec la fin de l'aide d'urgence, qui concerne 48 millions de personnes. Le chômage a augmenté pour atteindre 14,6% de la population active, et 30% de la main-d'œuvre est sous-employée, c'est-à-dire qu'elle travaille moins d'heures qu'elle ne le souhaiterait. Hors loyer, 66,3% des familles étaient endettées en décembre 2020.

Trois mesures d'urgence

Le Brésil est en faillite pour la grande majorité. Et cela n'est pas dû à un manque de ressources, mais aux choix et aux décisions de ce gouvernement. Jair Bolsonaro brise le pays et la vie des gens, tout en sauvant les profits des banques et des grandes entreprises et en leur transférant nos ressources et celles de l'État. Il existe une autre voie alternative, pour éviter ce type de faillites.

– **Assurer la vaccination maintenant, pour toutes et gratuitement.**

La vaccination est la seule mesure qui permettra de protéger des vies et de relancer l'économie. Le Brésil se trouve aujourd'hui dans les dernières positions dans le monde, et le gouvernement semble s'en moquer. Dans le même temps, les entrepreneurs de la santé profitent de l'occasion pour essayer de proposer un vaccin payant, en faisant en sorte que le revenu des gens décide de qui va vivre ou mourir.

– **Garantir l'aide d'urgence jusqu'à la fin de la vaccination de la population.**

Il est absurde d'interrompre l'aide d'urgence. En décembre, 36% des familles bénéficiaires avaient l'aide comme seule source de revenus. Cette mesure va jeter des millions de personnes dans la misère.

– **Interdire les licenciements et embaucher des chômeurs par le biais d'un plan de travaux publics.** Les mesures du gouvernement et du Congrès national ont supprimé des droits, mais n'ont pas garanti l'emploi et le revenu. Il est possible d'avancer dans la lutte contre le chômage et en même temps d'engager les travaux dont le pays a besoin pour développer son économie ainsi que le combat contre le Covid-19.

La vie avant le profit

Les grandes entreprises et les banques ont reçu toutes sortes d'aides. Le résultat est que, même durant la pandémie, le groupe restreint des milliardaires a réussi à s'enrichir : ils ont augmenté leurs profits de 34%. Pour sauver la vie de dizaines de milliers de personnes et éviter que des millions d'entre elles ne soient jetées dans la misère, il est nécessaire de s'attaquer aux bénéfices de ceux résidant au dernier étage. Pour cela, il faut mettre en œuvre :

– La suppression du plafond des dépenses afin de libérer des ressources pour les investissements dans la santé, l'emploi et l'aide sociale ;

– Un impôt sur les grandes fortunes et les banquiers ;

– L'utilisation d'une partie des réserves en dollars ;

– La suspension du paiement des intérêts de la dette publique aux principaux créanciers.

Bolsonaro n'adoptera aucune de ces mesures. Son gouvernement combine des attaques permanentes contre la démocratie avec la mise en œuvre d'un programme économique visant à démanteler l'État. Alors qu'il brandit des menaces pour ne pas reconnaître une éventuelle défaite aux élections de 2022, il poursuit un programme radical de contre-réformes et de privatisations. Son gouvernement ne se soucie pas de la pandémie et en profite même pour faire passer une déréglementation dans le domaine agricole et du code forestier, de concert avec le Congrès.

Pour que le pays ne se brise pas pour de bon et pour que nous n'atteignons pas 300 000 morts (en ne considérant que les chiffres officiels, notoirement sous-estimés), il est nécessaire d'écarter Bolsonaro du pouvoir.

Esquerda Online

Traduction rédaction À l'Encontre. Version intégrale sur <http://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/200-000-morts-chomage-et-misere-bolsonaro-brise-le-pays.html>

ÉTATS-UNIS Le desperado de la Maison Blanche

Trump, s'exprimant lors du rassemblement « Save America » le 6 janvier, a incité ses partisans à une insurrection durant laquelle cinq personnes sont mortes. Ce matin-là, Trump a exhorté ses 20 000 partisans à marcher vers le Capitole (siège des deux chambres du Congrès), tandis que son avocat Rudy Giuliani a appelé à un « procès par le combat » [« trial by combat »].

Cette action peut être qualifiée de coup d'État manqué car l'objectif était d'annuler l'élection de Joseph Biden en forçant le vice-président Mike Pence et le Congrès à déclarer Trump président. C'était une tentative de renverser par la force le nouveau gouvernement élu.

« Pendez Pence ! »

Cette violence n'a pas été une surprise. Pendant quatre ans, Trump a construit une base massive de nationalistes blancs. Des semaines auparavant, les nationalistes blancs et les fascistes utilisaient les réseaux sociaux pour organiser leurs forces pour se rendre à Washington avec des armes. Ils ont apporté non seulement des armes à feu mais aussi des cocktails Molotov et des engins explosifs, des systèmes de communication et des cartes du Capitole. Certains policiers du Capitole ont coopéré avec les insurgés, ouvrant des barrières et les dirigeant vers les bureaux du Congrès. Certains de ceux qui entraient criaient « Pendez Pence ! », le vice-président coupable de ne pas avoir soutenu Trump jusqu'au bout. Pour des raisons obscures, la Garde nationale a mis du temps à réagir et a reçu l'ordre d'agir uniquement dans des limites étroites.

En tant que coup d'État, l'événement a été un échec total, surtout en raison du manque de soutien de l'armée, la clé de la plupart des coups d'État. Pourtant, c'était une tentative de coup d'État, aussi pathétique soit-elle, car, comme l'ont dit les émeutiers, ils étaient venus pour renverser les élections,



pour mettre Trump au pouvoir et, comme certains l'ont proclamé, mener « une révolution ».

« Vous êtes remarquables »

Pendant plusieurs heures, Trump n'a pas dit un mot sur l'insurrection en cours, mais finalement, sous la pression de ses assistants les plus proches, il a déclaré à ses partisans : « Je sais que vous souffrez. Nous avons eu une élection qui nous a été volée. Ce fut une élection écrasante et tout le monde le sait ». Puis il a dit : « Vous devez rentrer chez vous maintenant. » S'adressant directement aux émeutiers, il a ajouté : « Nous vous aimons. Vous êtes remarquables. »

Après que les envahisseurs aient été chassés du bâtiment, le Congrès s'est réuni à nouveau sous la présidence du vice-président Pence et a confirmé l'élection de Biden à la

présidence. Pourtant, même dans ce contexte, quelque 147 représentants et huit sénateurs, fidèles de Trump, ont voté contre la confirmation du vote du collège électoral.

L'incitation de Trump à l'insurrection a conduit les Démocrates, avec le soutien de certains Républicains, à appeler à sa destitution immédiate, soit par l'article 25 de la Constitution, soit par mise en accusation. L'article 25 permet au vice-président et à la moitié du cabinet de révoquer un président si le président est « incapable de s'acquitter des pouvoirs et devoirs » de sa fonction. Mais Pence a refusé jusqu'à présent d'engager une telle action et il est peu probable que le cabinet soutienne une telle initiative. La Chambre des représentants, contrôlée par les Démocrates, a rédigé une résolution de destitution accusant Trump d'incitation à l'insurrection.

Trump reste un danger

Certains craignent que Trump ne mène le pays à la guerre ou utilise des armes nucléaires. On craint également qu'il n'utilise ses pouvoirs présidentiels en faveur de ses fidèles, peut-être pour pardonner à sa famille et à davantage de ses amis, et peut-être même pour se gracier. Il semble que jusqu'au 20 janvier, nous devrions vivre dans la crainte des initiatives du desperado à la Maison Blanche.

Twitter, après quatre ans de diffusion de mensonges par Trump, a définitivement fermé son compte, qui était suivi par des dizaines de millions de personnes. Facebook et Instagram ont également fermé les comptes de Trump.

Mais Trump reste toujours un énorme danger. 147 représentants et huit sénateurs se sont donc opposés à la confirmation de Biden. Le Comité national républicain s'est réuni lors de l'insurrection et reste 100% pro-Trump. Il y a 74 millions de personnes qui ont voté pour Trump et la plupart le soutiennent toujours. Selon les sondages, entre 20 et 40% de tous les républicains soutiennent l'insurrection. Parmi les partisans de Trump, les fascistes s'organisent. Les trumpistes prévoient de retourner à Washington le 17 janvier. Il n'y aura pas de tentative de coup d'État cette fois, mais on peut s'attendre à des violences. Notre prochain problème sera Biden et le néolibéralisme des Démocrates, mais Trump est toujours le problème pour le moment.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

KURDISTAN Huit ans après, justice et vérité pour Sakine, Rojbîn et Leyla !

Le 9 janvier 2013 à Paris, les trois militantes kurdes Sakine Cansiz, Fidan Dogan (Rojbîn) et Leyla Saylemez étaient assassinées d'une balle dans la tête dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan. Plusieurs éléments de l'enquête et le réquisitoire du procureur de la République permettent d'affirmer que ce triple assassinat a été commandité par les services secrets turcs, le MIT.

Turquie, de dizaines d'élus ou ex-élus, comme l'ex-députée Leyla Güven, qui vient d'être condamnée à 22 ans de prison pour sa participation à une manifestation. Selahettin Demirtas, ex-coprésident du HDP, croupit en prison, alors que la Cour européenne des droits de l'homme a jugé sa détention illégale et ordonné sa libération immédiate. Des dizaines de maires de la région kurde de Turquie ont été destitués, emprisonnés, comme celles et ceux de Diyarbakir, Mardin et Van, remplacés par des « administrateurs » AKP. L'État turc et ses milices djihadistes occupent Afrin et la région de Serekanyé Tall Abyad, où le vol des maisons, des terres, les assassinats et les viols sont quotidiens. L'aviation turque bombarde également Aïn Issa, la capitale administrative de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES).

« Avec Biden, nous ne sommes sûrs de rien »

Mais l'autre offensive turque en cours, avec la complicité de



l'actuelle présidence du Kurdistan d'Irak, le PDK de Barzani, est tout aussi dangereuse pour la survie du Rojava. Elle vise à couper les routes d'accès entre le Kurdistan d'Irak et le nord-est de la Syrie pour empêcher la circulation des combattants et du matériel. Même Shengal (Sinjar), la province frontalière qui a été le théâtre du massacre des YézidiEs en 2014, est menacée.

La grande inconnue reste l'attitude de la nouvelle administration étatsunienne. Comme nous le disait récemment un porte-parole de la direction du PKK à Qandil, Zagros : « On est sûrs que Biden, lui, ne nous reprochera pas de ne pas avoir débarqué en Normandie »

en 1944, mais pour le reste, nous ne sommes sûrs de rien. »

La récente déclaration de Florence Parly, ministre des Armées, pointant la résurgence de Daech à la fois en Irak et en Syrie, laisse perplexe sur les projets du gouvernement français. Compte-t-il rentrer dans un jeu de grandes puissances sur les terrains syrien et irakien dans lequel il était très marginalisé ? La première chose à faire si le gouvernement Macron veut regagner la confiance des Kurdes serait de se donner les moyens de désigner les vrais commanditaires de l'assassinat de Sakine, Rojbîn et Leyla, d'arrêter d'expulser et de harceler les militantEs kurdes en France et de retirer le PKK de la liste des organisations terroristes. La deuxième serait de cesser sa coopération avec le gouvernement turc, qu'elle soit commerciale ou sécuritaire, tant qu'il se comporte en État voyou qui envoie ses mercenaires djihadistes en Libye, en Syrie et même en Azerbaïdjan.

Mireille Court

HONG KONG Coup de filet d'ampleur contre l'opposition politique

Parmi les personnes arrêtées, 36 élus et anciens élus, appartenant à la plupart des courants de l'opposition politique, mais aussi des militants impliqués dans divers mouvements sociaux dont ceux contre les discriminations envers les immigrés. Carol Ng, présidente de la confédération syndicale HKCTU, a été également arrêtée. Il en va de même pour deux syndicalistes du secteur de la santé dont Winnie Yu, la présidente du syndicat HAEA créé dans la foulée du mouvement de 2019. Celui-ci avait organisé, début février 2020, une grève reconductible historique de cinq jours ayant contraint le pouvoir de Hong Kong à prendre enfin quelques mesures pour faire face aux débuts de la pandémie de Covid-19.

Un vaste rafle a eu lieu à Hong Kong le 6 janvier, mobilisant plus d'un millier de policiers. Elle a touché 47 hommes et huit femmes, mêlant opposants de longue date et militants de la nouvelle génération.



Hong Kong. Le militant de l'opposition Joshua Wong. DR

Par peur de la répression, diverses petites organisations ont décidé de se dissoudre. D'autres accélèrent la numérisation de leurs archives et déplacent leurs serveurs à l'étranger. Certaines détruisent les données personnelles de leurs bénévoles.

C'est la première rafle de grande ampleur réalisée en application de la Loi sur la sécurité nationale, rédigée à Pékin et promulguée à Hong Kong le 30 juin dernier. Cette loi liberticide donne aux autorités la possibilité d'arrêter et d'infliger des peines pouvant aller jusqu'à la prison à vie à toute personne déplaisant au pouvoir.

Le fossé continue de se creuser

Le « crime » des personnes arrêtées est d'avoir voulu utiliser leur droit constitutionnel de participer à la présentation de listes aux élections législatives. Il leur est reproché d'avoir organisé dans ce but des primaires de l'opposition, auxquelles plus de 610 000 personnes ont participé en juillet. Leur espoir était de remporter, pour la première fois, la majorité aux législatives initialement prévues le 6 septembre dernier. Au dernier moment, ce scrutin a été reporté

d'un an par le pouvoir qui craignait une défaite, dans la foulée de la raclée mémorable qu'il avait prise le 24 novembre 2019 aux élections locales où l'opposition avait obtenu 85,8% des sièges soumis au scrutin. Vouloir utiliser le droit de se présenter aux élections est pour le pouvoir de Pékin et ses marionnettes hongkongaises synonyme de « subversion », de « terrorisme », de « collusion avec des forces étrangères », etc.

Tout cela en dit long sur leur conception de la démocratie, ainsi que leur refus de prendre en compte les exigences exprimées par la grande majorité des hongkongais qui ont déferlé dans les rues pendant plus de la moitié de l'année 2019.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le fossé ne cesse de se creuser entre la population et le pouvoir. C'est en particulier le cas au sein de la jeunesse. D'après une étude universitaire récente, 87% des lycéens interrogés déclarent, par exemple, ne pas avoir confiance dans le gouvernement.

La population de Hong Kong n'a pas dit le dernier mot. Elle a plus que jamais besoin de notre solidarité. **Dominique Lerouge**

GRANDE-BRETAGNE La mobilisation du syndicat de l'éducation nationale a payé

Alors que Boris Johnson a annoncé le reconfinement total de l'Angleterre et la fermeture de ses écoles, ce que réclamait le NEU, premier syndicat des enseignants, Dave Kellaway (Socialiste Resistance) pointe les leçons à tirer de cette séquence politique.

Jusqu'à la veille de la réouverture des écoles, Boris Johnson continuait de déclarer que les écoles étaient sûres. Un jour plus tard, après la plus grande réunion syndicale en ligne de l'histoire, à laquelle ont participé entre 70 000 et 100 000 personnes, on a vu Keir Starmer [chef de l'opposition travailliste - NDT] modifier sa ligne pour appeler au confinement. Johnson a ensuite fait volte-face et a confiné le pays pour six semaines. De fait, ce n'est pas la première fois que l'action des enseignants force le gouvernement à faire marche arrière pendant la pandémie.



L'héritage du corbynisme est bien vivant

Ces événements montrent que les acquis du projet Corbyn sont loin d'être épuisés. La direction du NEU (National Education Union, premier syndicat de l'enseignement) comprend un fort contingent de partisans pro-Corbyn. Une lettre, à l'initiative de la gauche Corbyn, appelant les travaillistes à soutenir les enseignants, a recueilli le soutien de tout le parti et des syndicats. On se souvient que les enseignants et les étudiants ont été parmi les plus nombreux et les plus enthousiastes partisans de Jeremy Corbyn. Il a joué un rôle de premier plan dans l'appel au soutien des enseignants et s'est exprimé sur les tribunes de la campagne. Dans un contexte où Starmer organise la chasse aux sorcières au sein du Parti travailliste et tourne le dos à ses promesses de « continuité » avec l'ère Corbyn, le fait d'avoir réussi à le pousser à adopter une position plus ferme ne peut que redonner du courage aux militants qui s'organisent contre la dérive du parti.

La construction du rapport de forces renforce les syndicats

Au cours des dernières semaines, le NEU a gagné 16 000 nouveaux membres. Il s'était déjà développé l'année dernière en n'hésitant pas à s'opposer au gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire. Tout comme pour le RMT, le syndicat des travailleurs du rail et du métro, les actions et les campagnes syndicales renforcent le soutien des travailleurs aux syndicats, bien davantage que le syndicalisme « de service ».

En 2017, l'ancienne direction de gauche du NUT (National Union of Teachers) avait poussé à juste titre à l'unité avec un syndicat plus petit, l'Association of Teachers and Lecturers pour former le NEU et elle a utilisé de manière créative les outils en ligne pour organiser ses activités. Ces réunions nationales de masse sur Zoom sont peut-être le résultat de la pandémie, mais le NEU a su les utiliser plus efficacement que n'importe quel autre syndicat.

De plus, leurs dirigeants ont accueilli et pris la parole dans des forums de campagne plus larges qui ont soutenu les enseignants. Ces campagnes ont été lancées par des militants de gauche, qu'ils appartiennent ou non au Parti travailliste. Lorsqu'elles sont aussi massives, les réunions en ligne permettent de rendre visible le rapport de forces vis-à-vis des patrons ou du gouvernement. Cela explique en partie pourquoi Keir Starmer et Boris Johnson ont été contraints de changer leur position si rapidement.

Dave Kellaway, traduction R.A.

Version intégrale en ligne sur lanticapitaliste.org

MÉDITERRANÉE Inquiétant accord militaire entre la Grèce et Israël

Début janvier a été signé un accord important entre la Grèce et Israël: la Grèce confie à Israël la formation de ses pilotes de chasse, en concédant les infrastructures de la base de Kalamata (Péloponnèse)... à une société privée israélienne, Elbit Systems, pour créer et monter une école de pilotage, avec acquisition d'avions d'entraînement et perspective d'en faire un centre ouvert aux pilotes de divers États.

Cet accord, conclu pour 22 ans, et représentant un montant de 1,68 milliard de dollars, a été commenté en Israël comme devant servir les intérêts d'Israël et de la Grèce. Côté grec, le gouvernement se fait plus discret : alors que le pays s'apprête à commémorer les 200 ans du début de la guerre d'indépendance, cette cession d'une partie de la défense nationale à une société privée, organisée par un gouvernement qui se croit encore dans les années Thatcher, risque de faire grincer des dents même à droite, certains se demandant ce qui se passerait si l'État d'Israël se tournait vers l'entente avec la Turquie, comme il l'a tenté il y a quelques années !

De Papandreou à Mitsotakis

En fait, cet accord s'inscrit dans un long processus, différentes ententes étant intervenues ces dernières années entre les deux États, dans le cadre du renforcement réciproque des deux impérialismes. Dans les années 1980, le Premier ministre (PASOK) Andreas Papandreou affiche son soutien au peuple palestinien. La situation



DR

évoluera assez vite avec le retour de la droite, qui avec différents accords se rapproche de l'État d'Israël au détriment des Palestiniens.

Mais la grande accélération est venue... avec Syriza au gouvernement : alors que des militants Syriza participent en 2010 à la flottille pour Gaza, que le programme de Syriza réclamait la fin des accords militaires, dès janvier 2015 le gouvernement Tsipras insiste sur l'importance stratégique du renforcement de la coopération bilatérale. Et, à l'été 2015, un important traité militaire est signé entre les deux États. L'étape suivante, c'est la visite de Tsipras en Israël

en novembre 2015, qui affirme son « immense honneur de se trouver dans votre capitale historique »... à savoir Jérusalem ! Et ce que Tsipras prépare, c'est aussi un accord pour la mise en place d'un gazoduc apportant en Europe du gaz israélien, chypriote et grec, prémisses du conflit régional actuel avec la Turquie, tout cela se traitant dès le départ sans aucune considération écologique. La voie est tracée, et Mitsotakis, Premier ministre d'une droite extrême (avec des ministres d'extrême droite connus pour leur récent passé antisémite) est considéré par Israël comme un allié sûr, après un discours sur place

en 2014 approuvé comme « très sioniste ». Il est passé à la vitesse supérieure, dans le cadre de sa politique ultra-libérale, avec face à l'impérialisme turc la mise sur pied d'un axe militaro-industriel aussi peu progressiste et très agressif, avec Israël et l'Égypte.

Dénoncer cet accord

Les réactions sont bien faibles pour l'instant, peu ont dénoncé cet accord : le KKE (PC grec), NAR, un conseiller régional Syriza... Il est urgent d'engager une campagne contre tous les dangers dudit accord : la privatisation de l'État vendant même des secteurs stratégiques ; le renforcement de l'impérialisme porteur de guerres : un tel centre militaire régional, qui accueillerait aussi des pilotes de très réactionnaires monarchies arabes, ne peut qu'être compris comme formant des militaires qui s'en prendront demain aux peuples de la région. Et bien sûr, cet accord est une agression économique qui s'ajoute à celle du budget militaire en augmentation de 60% – sans oublier l'achat de Rafales pour environ 2 milliards d'euros. Pendant ce temps, le secteur de la santé publique a perdu en un an 2250 travailleurEs ! Sur tous les plans, les travailleurEs, les retraités et les jeunes ont tout à perdre d'un tel accord et de façon générale, du militarisme et du nationalisme croissants.

À Athènes, A. Sartzekis

Dans les récentes mobilisations contre les lois liberticides, les syndicats et sociétés de journalistes ont joué un rôle moteur, autour notamment de la dénonciation de l'article 24 de la loi «sécurité globale». Alors que de nouvelles mobilisations se préparent dans les jours et les semaines à venir, nous avons décidé de revenir, dans ce dossier, sur les menaces qui pèsent sur les journalistes et, plus globalement, sur les restrictions de plus en plus importantes sur la liberté de la presse: pouvoir autoritaire, concentration capitaliste des médias, GAFAM, etc. Une revue de détails non exhaustive, de laquelle sont notamment absents les secteurs de l'édition et de la distribution, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir dans les prochaines semaines.



MACRON N'AIME PAS LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

«**L**a liberté de la presse aujourd'hui n'est plus seulement attaquée par les dictatures notoires, elle est aussi malmenée dans des pays qui font partie des plus grandes démocraties du monde. Elle est malmenée jusqu'en Europe.» Ainsi s'exprimait, le 2 janvier 2018, un certain... Emmanuel Macron. Et même si ce n'est pas ce que le président de la République avait à l'esprit, nul doute que son constat s'applique sans difficulté à la France.

s'exercent également dans les violences policières à l'encontre des journalistes, visés en tant que tels, entravés sciemment dans l'exercice de leur métier [...]. Enfin, ces attaques se traduisent dans un certain nombre de déclarations et d'anathèmes publics qui, du fait de leur fréquence, créent une petite musique témoignant d'un mépris profond pour la profession, autant que d'un rapport pour le moins contrarié à la critique, adossé à une violence, verbale cette fois-ci, parfaitement assumée.»¹

Dans le viseur: les journalistes qui font leur travail

Avec la mobilisation contre la «réforme» des retraites, ces phénomènes n'ont pas cessé, bien au contraire. Pas une manifestation, pas une action, sans que des journalistes soient entravés dans l'exercice de leur profession, quand ils ne sont pas tout simplement victimes de violences policières, voire arrêtés. C'est notamment de ce constat qu'est né, à la fin du mois de novembre 2019, le collectif Reporters en colère, qui expliquait dans le texte publié lors de sa création: «Face à la répression et aux entraves que nous subissons toujours plus sur le terrain dans l'exercice de nos pratiques, face à la précarité croissante qui entache elle aussi nos façons et capacités de travailler, face aux blessures physiques et morales qui nous sont infligées, à nous, à nos confrères et consœurs (plus d'une centaine selon les derniers chiffres [...]), face au mépris de certainEs qui disqualifient notre travail et soutiennent ainsi l'argument des forces de l'ordre nous empêchant d'exercer et nous criminalisant, nous nous devons d'agir pour le droit d'informer qui nous est cher.»

Macron et les siens, biberonnés aux techniques de management et adeptes de la «start-up nation», n'aiment pas les journalistes qui font leur travail. Pour cette bande de jeunes loups opportunistes souvent venus du privé, l'existence même de contre-pouvoirs est insupportable, à un point tel qu'ils se sentent autorisés à faire interpellé des journalistes pour le seul fait qu'ils et elles

exercent leur métier: informer. Cette attitude hostile vis-à-vis des médias et des journalistes qui refusent d'être de simples courroies de transmission du pouvoir se double d'une volonté de liquider les possibilités mêmes de production d'une information de qualité, comme le montrent les attaques répétées contre le service public de l'information. Au côté de toutes celles et tous

ceux qui se mobilisent et/ou qui tentent tout simplement de faire leur métier de journaliste correctement, nous le disons et le répétons: informer n'est pas un délit, et c'est même un besoin essentiel, a fortiori dans un régime dont l'autoritarisme est de plus en plus assumé.

Julien Salingue

1 - Pauline Perrenot, «Macron contre le journalisme», *Acrimed*, 14 novembre 2019.

LES JOURNALISTES PRIS POUR CIBLE



QUI SONT UNE PRO

S'il est difficile d'avoir une v de leurs conditions d'exerci permettent de donner un ap

Pour mémoire, et ce contrairement à une idée reçue, il n'y a pas besoin d'une carte de presse pour être journaliste. Selon le code du travail (article 7111-3), «est journaliste professionnel toute personne qui a pour activité principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa profession dans une ou plusieurs entreprises de presse, publications quotidiennes et périodiques, ou agences de presse et qui en tire le principal de ses ressources». La carte de presse est attribuée par la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP) avec deux critères principaux: il faut tirer de l'activité de journaliste plus de 50% de ses ressources, pour un total qui doit être supérieur à la moitié du SMIC brut. En d'autres termes, les journalistes les plus précaires et les moins bien payés ne peuvent bénéficier de la carte de presse (et il est donc difficile d'estimer leur nombre). En 2019, 35 020 cartes de presse ont été attribuées par la CCIJP. De grandes disparités se cachent derrière ce chiffre, qu'il s'agisse du statut ou des revenus. Ainsi, certaines journalistes sont des salariéEs permanents en CDI, d'autres sont en CDD et d'autres sont rémunérés à la pige, donc

DES COM

Si les politiques du gouvern d'informer, nul doute que le concentration des médias, espaces démocratiques. Ex Acrimed en 2019: «Concenn

C'est Patrick Drahi qui a ouvert le bal des concentrations importantes de ces dernières années, en acquérant, à l'été 2014, l'un des cinq quotidiens nationaux d'information générale encore existants: *Libération*. Un rachat dont nul ne s'était à l'époque indigné, bien au contraire: bien des médias avaient alors salué en Patrick Drahi... le sauveur de *Libération*.

De Drahi à Bolloré

Quelques mois plus tard, Drahi rachète la totalité du 5^e groupe français de presse magazine, Express-Roularta (*L'Express*, *L'Expansion*, le groupe *L'Étudiant*...), avant de s'octroyer le groupe NextRadioTV, un groupe plurimédia rassemblant entre autres BFM-TV et RMC, dirigé à l'époque par Alain Weill, qui intègre en bonne place la structure de Patrick Drahi. Notons, au passage, qu'Alain Weill sera nommé PDG de SFR, propriété du même Patrick Drahi, en novembre 2017 dans un concert de louanges orchestré par les *Échos*, qui ne manque pas de vanter le «flegme», la «sobriété» et le «brio» de l'homme d'affaires, tour à tour qualifié de «travailleur

LES JOURNALISTES? PROFESSION PRÉCARISÉE

vision précise du nombre de journalistes en France et ce, un certain nombre d'enquêtes et de statistiques perçu de l'état de la profession.

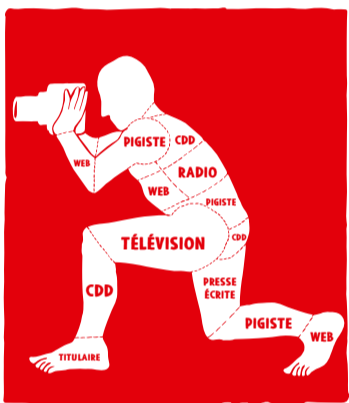
au coup par coup. Les pigistes représenteraient aujourd'hui plus de 20% des titulaires de la carte de presse, un chiffre en constante augmentation, qui témoigne d'une précarisation de la profession. Selon une enquête réalisée en 2018 par la Société civile des auteurs multimedia (SCAM), la proportion de pigistes et CDD chez les nouvelles et nouveaux encartés était de 70% en 2018. Chez les moins de 35 ans, les pigistes seraient même devenus majoritaires (51%).

Autre phénomène marquant de ces dernières années, le développement du statut d'auto-entrepreneur chez les journalistes. La SCAM indique ainsi que « [ce] statut s'est particulièrement développé dans des médias émergents non couverts par des conventions collectives et notamment dans le web, mais il a largement dépassé ce cadre aujourd'hui, et de nombreuses revues et journaux aussi sociétés de production audiovisuelle tentent d'imposer ce statut à leurs collaborateurs et collaboratrices. »

Du côté des rémunérations, là encore les disparités sont importantes, entre les stars de la télévision, parfois payées plusieurs dizaines de milliers d'euros par mois, et les journalistes « de base », mais aussi entre journalistes titulaires et journalistes précaires.

Le revenu médian est ainsi de 2800 euros net chez les titulaires, environ 1500 euros net chez les pigistes et 1470 euros net chez les journalistes en CDD. Des revenus qui baissent au fil des années : -3% pour les pigistes entre 2015 et 2019, -1% pour les CDI et -4% pour les CDD sur la même période. Au total, et là encore contrairement aux idées reçues, les journalistes sont loin d'être des privilégiés : précarisation, revenus irréguliers et globalement en baisse, dégradation des conditions de travail. Une situation qui les met d'autant plus à la merci des propriétaires des médias et des hiérarchies rédactionnelles, et qui les fragilise face aux attaques répétées du pouvoir.

JS



GAFAM : LE PROJET D'INTERNET PERVERTI PAR LE CAPITALISME

Le fonctionnement des entreprises comme Facebook et Google se fonde sur un principe simple : l'utilisateur signe un contrat d'utilisation et accepte de produire bénévolement des ressources informationnelles qui participent à la création de la valeur économique. Tout usagerE est donc inscrit dans un rapport de production¹. Il/elle cède la maîtrise de ses données personnelles afin de satisfaire des besoins universels : communiquer, être reconnuE, coopérer à des objectifs communs. La signature du contrat d'utilisation implique donc une conversion de l'ensemble des relations, informations, sentiments et même engagements des internautes en une marchandise. Ce qu'on appelle « web social » a en réalité très peu de social². L'étiquette est en effet trompeuse : Internet a toujours prévu l'interactivité, via les forums, le réseau Usenet, les Bulletin Board Systems, les chat-rooms, les jeux de rôle en ligne, ce qui est nouveau est précisément l'organisation algorithmique de son exploitation marchande.

L'importance du modèle publicitaire

Cette relation marchande est d'ailleurs de moins en moins dissimulée par les plateformes qui encouragent désormais les

usagerEs à devenir influenceurEs, youtubeurEs, instagrammeurEs, à gérer et animer des communautés en ligne en contribuant à la segmentation des publics et à l'optimisation de la production de valeur économique. En contournant le gatekeeping³ des médias de masse, ces figures émergentes peuvent aussi contribuer à produire une information diversifiée, moins standardisées ou critique. Toutefois, la liberté d'expression et d'autopublication et la relative absence de filtres à l'information sont contrecarrées par une logique centrée autour de la vente publicitaire. Comme pour tous les dispositifs socio-techniques complexes, les fondements économiques d'Internet influent fortement sur ses usages et ses finalités⁴. Le fait qu'une grande partie des services informationnels soient financés par la publicité conditionne leur nature ainsi que les conditions matérielles de leur production et commercialisation. La production de l'information en ligne s'inscrit donc dans un système plus global où la véritable finalité n'est pas d'informer mais de gérer la demande dans le cadre du processus d'accumulation du capital.

Les nouveaux info-médiaires
L'objectif de l'oligopole d'Internet devient alors celui de contrôler

la fonction d'infomédiation : l'ensemble des segments d'activités et des dispositifs numériques qui permettent la mise en contact des internautes avec les autres ainsi qu'avec tout type d'informations en ligne. L'enjeu est très politique car l'infomédiation à grande échelle bouleverse la distribution du pouvoir dans la société et l'économie. Les info-médiaires créent donc de la valeur en appariant une offre disponible avec la clientèle la mieux disposée à consommer ce bien. C'est un marché structurellement porté vers l'oligopole car sujet à de fortes externalités et à des effets de réseau. Dans le domaine de l'actualité, Google et Facebook sont les deux plus gros pourvoyeurs de trafic pour les sites d'information totalisant plus de 75% du trafic entrant en moyenne en France.⁵ Tant les éditeurs de presse traditionnels que les médias alternatifs y sont donc soumis en termes techniques et économiques. La multiplication et la diversification des produits et des secteurs marchands semblent s'inscrire dans un mouvement d'uniformisation des formats, des interfaces, des registres expressifs et de mise en relation qui encadrent la production, la diffusion et la circulation des contenus numériques. L'oligopole détient à la fois l'accès à

d'énormes réservoirs de données sur les consommateurs et à des accords favorables avec les principaux producteurs et éditeurs de contenus dont il contribue à reproduire les positions dominantes. C'est précisément cette répétition rythmée et cette unité qui, selon T. W. Adorno et M. Horkheimer, sont à l'origine d'une simplification et d'un lissage du monde social dont on ne voit plus les aspérités⁶. La puissance du capitalisme de plateforme n'empêche pas toutefois l'émergence de formes contestataires et émancipatrices d'appropriation de la technique. Une autre société de la technique est toujours possible!

Hélène Marra

1 - Antonio Casilli, *Digital Labor: travail, technologies et conflits sociaux. Qu'est-ce que le digital labor?*, Éditions de l'INA, 2015, pp.10-42.

2 - Christian Fuchs, *Social Media, a critical introduction*, Sages Publications, 2017 (première édition 2014).

3 - Terme utilisé pour indiquer le mécanisme qui filtre l'information journalistique dans les médias traditionnels.

4 - Bernard Convert, François Hom, Marc Zune, « Pour une socio-économie du numérique. Introduction au dossier », *Revue française de socio-économie*, 2011/2 (n° 8), p. 31-38.

5 - Nikos Smyrnaios, *Les GAFAM contre l'Internet, une économie politique du numérique*, INA, 2017.

6 - Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, *La dialectique de la raison*, Gallimard, 1974 (première édition 1944).

CONCENTRATIONS CAPITALISTIQUES TRÈS POLITIQUES

nement sont porteuses de dangers pour la liberté des logiques capitalistes, et notamment celle de la concentration des médias français : le bal des vampires.

acharné», « créatif » et in fine... de « mini Drahi ». Après le rachat de Drahi, tout s'accélère. La première fortune de France Bernard Arnault, déjà propriétaire des Échos, gobe le Parisien et Aujourd'hui en France. De son côté, le milliardaire breton Vincent Bolloré s'empare de Canal + en prenant les rênes de sa maison mère, Vivendi, et réorganise avec la brutalité qui le caractérise les médias du groupe (Direct 8 devient C8, les rédactions du quotidien Direct matin et de i-Télé fusionnent et deviennent CNews, tandis que la grève des salariéEs d'i-Télé est piétinée par la direction...).

Chamboulement du paysage médiatique

Le Groupe Le Monde (*Le Monde*, *Télérama*, *Courrier international*...), cogéré par les grandes fortunes Xavier Niel, Matthieu Pigasse et Pierre Bergé, acquiert 100% des publications de *L'Obs*. À la mort de Pierre Bergé en septembre 2017, Niel et Pigasse se partagent ses parts. Mais la montée subite (49%) du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky (*Marianne*, *Elle*...) au capital de la holding de Matthieu Pigasse pourrait remettre en cause le

pacte d'actionnaires et déclencher une période de troubles à la direction du Groupe Le Monde. On a ainsi observé, en quelques mois, un vrai chamboulement du paysage médiatique, avec la constitution ou le renforcement de groupes détenteurs des titres variés dans différents types de médias : presse écrite, télévision, radio, sites Internet. Après une période aussi mouvementée dans le grand Monopoly des médias, on se pose volontiers cette question : qui détient les médias privés en France ? On compte un petit nombre de groupes se partageant la quasi-totalité des médias « traditionnels » (presse, radio, télé) de diffusion nationale, et leurs déclinaisons sur Internet. Pour la plupart de ces groupes, la branche « média » ne représente qu'une part seulement de leurs activités. [...] La prédation des grands industriels vis-à-vis de l'information et des médias soulève une interrogation récurrente : alors que dans l'ensemble des secteurs d'activité, on prend grand soin d'investir dans ce qui semble rentable, dans celui des médias, on achète alors même que le secteur est réputé en berne depuis des décennies, notamment - mais

LA PRESSE MUSÉLÉE



CHARMAG

pas seulement - dans la presse papier. Dès lors, quel intérêt y aurait-il à racheter des médias qui ne cessent de perdre de l'argent - et ce y compris au prix de drastiques cures d'amaigrissement dans les rédactions ? Quel intérêt y aurait-il à multiplier des rachats qui ne peuvent de ce fait satisfaire une rentabilité financière à court, ou même à long terme ? En dehors des montages financiers et fiscaux qui peuvent rendre ces pertes profitables à

l'échelle d'un groupe, les bénéfices sont ailleurs, et le capital se récupère en réalité sous d'autres formes : l'influence, - et ce y compris au prix de drastiques cures d'amaigrissement dans les rédactions ? Quel intérêt y aurait-il à multiplier des rachats qui ne peuvent de ce fait satisfaire une rentabilité financière à court, ou même à long terme ? En dehors des montages financiers et fiscaux qui peuvent rendre ces pertes profitables à

Acheter des influences

Plusieurs journalistes, chercheurs et économistes des médias ont pointé, dans les stratégies de certains patrons de presse, une tentative de peser sur la présidentielle de 2017. Si cette explication n'est pas à négliger - d'autant moins que les Bolloré, Arnault, Niel et autres Bergé n'ont pas manqué d'exprimer leur amitié politique au grand jour -, elle ne saurait à elle seule justifier certains rachats (ceux de Patrick Drahi, par exemple). En revanche, l'argument faisant valoir que les grands industriels s'achètent de l'influence (symbolique, politique, économique) en achetant des médias se vérifie dans tous les cas de figure. Ainsi du coup triple réalisé par Patrick Drahi : en investissant dans la sphère médias, il assure sa stratégie offensive sur le marché des câblo-opérateurs en disposant de quoi alimenter ses multiples tuyaux. Par là-même, il se positionne comme un acteur incontournable de l'économie française.

De son côté, Bernard Arnault s'offre avec les Échos et Investir de quoi faire mousser le petit monde des entrepreneurs. Quant à Bolloré, s'il n'hésite pas à se servir de ses organes de presse pour faire la pub de ses enseignes, il les utilise également pour défendre ses (gros) intérêts en Afrique de l'Ouest.

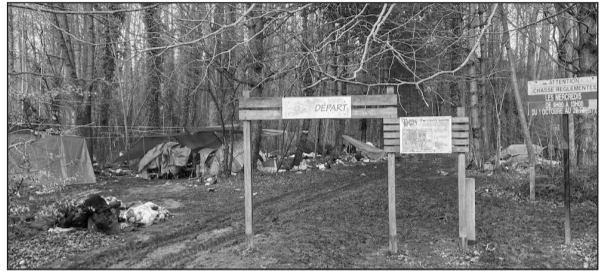
De la même façon, les raisons ayant poussé les trois propriétaires Pierre Bergé, Xavier Niel, et Matthieu Pigasse (dit « BNP »)

à s'approprier des titres de presse à l'histoire prestigieuse n'ont rien à voir avec l'amour de la presse libre. Ainsi Xavier Niel, fondateur de Free, déclarait-il sobrement en juin 2011 à propos de ses emplettes dans la presse : « Quand les journaux m'emmerdent, je prends une participation dans leur canard et ensuite ils me foutent la paix. »¹ Pour autant, ces actionnaires n'ont que rarement, à titre individuel, une influence directe sur les lignes éditoriales de leurs médias, et leurs intérêts n'y sont pas toujours mécaniquement relayés. Ils n'en ont en réalité pas besoin ! D'une part, ils pèsent sur ces lignes en choisissant judicieusement les personnels occupant les postes clés dans les rédactions, en d'autres termes, les « haut-grades » des hiérarchies éditoriales. D'autre part, l'influence politique obtenue par l'acquisition d'un média constitue à elle seule une force de dissuasion. Le magazine *Capital* (août 2014) l'explique de façon limpide : « On y regarde à deux fois avant d'attaquer le patron d'un journal. L'obscur boss de Numerical, Patrick Drahi, n'était qu'un "nobody" quand il est parti à l'assaut de SFR. Moyennant quoi il fut attaqué sur tous les fronts : exil fiscal, holdings douteuses aux Bahamas, nationalité française incertaine... D'où Libération. » [...]

Jérémy Fabre

Version intégrale sur <https://www.acrimed.org/>
Concentration-des-medias-francais-le-bal-des-1 - Le Monde diplomatique, juin 2011

NORD-PAS-DE-CALAIS Solidarité avec les migrantEs harcelés par la police!



Rien que dans le Calais, les associations dénombraient, début janvier 2021, jusqu'à 800 migrantEs dans des campements de fortune. Des centaines d'autres survivent dans le Dunkerquois, à Grande-Synthe notamment, sans mise à l'abri.

Ces dernières semaines, les associations disent avoir constaté plusieurs cas d'hypothermie et des évacuations « sèches », sans proposition de prise en charge par les autorités. Les tentes des exiléEs sont confisquées, parfois lacérées par les équipes de nettoyage qui accompagnent la police.

Violences à tous les étages

Les migrantEs sont victimes d'un véritable harcèlement policier sans politique d'accueil sérieuse. On dénombre à Grande-Synthe plus de 80 démantèlements de campements en 2020. Les contrôles sont permanents, à la gare de Dunkerque, à la piscine où ils se rendent pour espérer pouvoir prendre une douche, jusqu'au centre commercial Auchan de Grande-Synthe où, le vendredi 8 janvier, les associations ont constaté des contrôles au faciès pour empêcher les migrantEs d'accéder à la galerie commerciale. À Lille, au tribunal, deux journalistes ont dénoncé l'entrave à la liberté d'informer que représente l'impossibilité de couvrir des évacuations de camps de migrantEs sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais, la police les empêchant de filmer, photographier, et même accéder aux campements pendant les démantèlements. Le tribunal des référés a rejeté leur requête, l'urgence n'étant pas caractérisée selon les juges.

Les pays impérialistes n'offrent aucun avenir aux migrantEs. Interrogé par *le Monde*, Hamed, jeune Soudanais, déclarait début janvier : « Si on pouvait rester en France, on resterait, mais ça ne marche pas ».

Pour en finir avec le drame humanitaire des réfugiéEs, il faut défendre l'accueil inconditionnel de tous les migrants, l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation, la régularisation de tous les sans-papiers, la réquisition des logements vides. Mais aussi combattre les fauteurs de guerres, de crises et de misère en s'opposant aux interventions militaires et en luttant pour l'annulation de la dette qui étrangle les peuples.

Correspondante

HÔPITAUX Passer du blues à la mobilisation

En ce début d'année, dans les services hospitaliers, l'ambiance reste à la colère, même si elle se teinte d'amertume et parfois de découragement et de fatalisme.

La « troisième vague » de l'épidémie de Covid-19 est là. Les effets d'une vaccination efficace, ralentie par les errements de l'exécutif, ne pourront se faire sentir que dans quelques mois. Les prochaines semaines s'annoncent donc difficiles, en particulier dans les régions où le virus circule beaucoup. Dans ce contexte, le manque de perspectives et d'outils pour relancer la mobilisation se fait cruellement sentir.

Sur la brèche depuis un an

Depuis bientôt un an, les personnels hospitaliers sont sur la brèche pour donner les soins nécessaires, parfois très lourds, aux malades atteints par le virus, tout en continuant à soigner les autres patientEs. Ils doivent remplir cette mission difficile dans un système hospitalier déjà au bord de l'implosion avant l'épidémie. Portés par le soutien populaire, dont les applaudissements de 20 h étaient l'expression, les hospitalierEs ont fait face, tout au long du printemps 2020. Ils et elles ont réussi à en éviter l'effondrement du système de soins au prix de morts, dont le nombre reste encore inconnu, de traumatismes liés aux situations dramatiques vécues, d'un épuisement général physique et psychique. Ils et elles ont dû le faire dans les pires conditions : manque de moyens de protection, parfois pénurie de médicaments, mais surtout manque de lits et de personnel. À la sortie du premier confinement, les personnels hospitaliers, sans illusion sur les promesses du pouvoir, ont espéré par leur mobilisation imposer, avec celles



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

et ceux qui les avaient soutenus, que les choses changent enfin à l'hôpital. Les dizaines de milliers de manifestantEs du 16 juin, exigeant des moyens pour l'hôpital, en ont témoigné. Le « Ségur de la santé », signé par une partie des directions de syndicats de personnels, cautionné par le Collectif inter-hôpitaux qui avait été en pointe dans les mobilisations, a douché ces espoirs, et brisé l'élan de la mobilisation.

Aucun changement de cap de l'exécutif

En septembre, il a fallu se rendre à l'évidence : le virus était toujours là et la deuxième vague s'annonçait. Il est également devenu clair aux yeux de touTEs que le pouvoir n'avait aucune intention de donner des moyens supplémentaires à l'hôpital. Il n'a accordé que les 183 euros de revalorisation salariale qui, mesquinerie supplémentaire, ne sont pas versés aux personnels du social et du médico-social travaillant dans les mêmes établissements. Les budgets d'austérité, l'absence de tout recrutement significatif

restructurations accompagnées de fermetures de lits et de services continuent. L'administration de l'hôpital reste aux mains des gestionnaires pour serrer la vis de l'austérité, et imposer le « management » du privé. Le vote par le Parlement de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 a confirmé tous ces choix. Loin de changer de cap, l'exécutif poursuit dans la même direction.

Face à tant de mépris, las de ne voir ni le bout du tunnel de l'épidémie ni celui de l'austérité, une partie des collègues a décidé de quitter les établissements. Les plus ancienEs, épuisés, n'ont pas envie de poursuivre dans ces conditions ; les nouveaux et nouvelles arrivés, à qui l'on ne propose souvent que des contrats précaires et des conditions de travail insupportables repartent souvent après quelques jours de travail. Ces départs ne font qu'amplifier la crise.

Construire les outils pour agir collectivement

Pourtant, une autre voie reste possible, celle de l'action collective des personnels et de celles et ceux qui les soutiennent. Des mobilisations comme celle de Toulouse à l'automne l'ont démontré. Elle a permis de réunir, autour de l'exigence de moyens pour la santé et l'hôpital et de lutte contre les mesures autoritaires et liberticides, prises au nom de

la crise sanitaire, les personnels hospitaliers et de très nombreux secteurs sociaux.

De même, avec le soutien de structures syndicales combattives, la lutte des personnels du secteur social et médico-social pour obtenir les « 183 euros pour touTEs » a pu se fédérer et s'inscrire dans la durée.

Malheureusement l'affaiblissement du syndicalisme hospitalier et sa perte de crédibilité, la passivité de ses fédérations syndicales, l'absence de perspectives fournies par les collectifs existants comme le Collectif inter-hôpitaux, qui se fourvoient dans des négociations à froid avec le pouvoir, poussent les personnels au repli sur le service, sur les actions locales qui ne permettent pas de succès durable. En ce début janvier, la seule perspective proposée est la date du 21 janvier, lancée par la seule CGT. Elle s'est élargie à Sud et aux collectifs (inter-urgences et inter-hôpitaux). Elle a rencontré pour l'instant un écho limité dans les établissements. La nécessité de construire des outils, unitaires, crédibles, rassemblant syndicats et collectifs, syndiquéEs et non syndiquéEs, pour mener la lutte au niveau élevé où le pouvoir place la barre, est plus urgente que jamais, tout comme l'est la convergence avec les autres secteurs sociaux en lutte contre les effets sanitaires et sociaux destructeurs de cette crise.

CorrespondantEs

PSA-CHRYSLER-FIAT

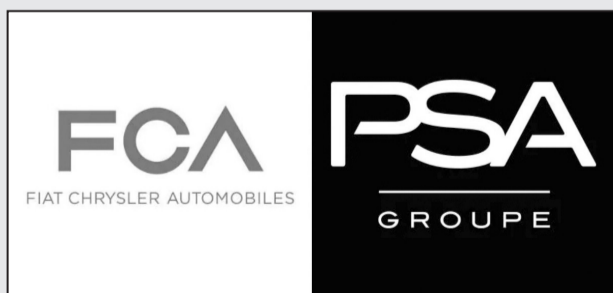
Méga-fusion pour méga-restructurations

Le nouveau groupe devient le quatrième groupe mondial en volume avec huit millions de véhicules livrés dans le monde au total en 2019. Il emploie près de 400 000 salariéEs.

Production internationalisée

PSA a vendu 3,5 millions véhicules en 2019, pour 74,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont 3 millions en Europe, où la firme est le deuxième constructeur derrière Volkswagen. Fiat Chrysler Automobiles (FCA) a écoulé 4,41 millions de véhicules en 2019. Le groupe devenu italo-américain a renoué avec les bénéfices au troisième trimestre.

« La plus grande fusion de l'histoire de l'automobile » a déclaré l'ancien président de PSA qui laisse seul aux commandes Carlos Tavarès.



FCA dispose de plus de 100 sites industriels dans le monde, dont 22 en propre en Europe et en Turquie, en Italie et en Pologne notamment, 26 en Amérique du Nord, notamment autour de Detroit, et au Mexique. Le groupe comptait 192 000 salariéEs fin 2019.

PSA est présent sur une soixantaine de sites à travers le monde, avec 209 000 salariéEs, en France et en Allemagne notamment mais aussi en Chine et en Amérique latine. Le nouveau groupe est d'abord riche de l'exploitation du travail de ses 400 000 salariéEs.

Ce pourrait être une force considérable pour faire valoir les droits des travailleurEs. Mais à la condition de tisser les liens de solidarité indispensables car en ce domaine rien n'est acquis. Aujourd'hui ce sont les patrons capitalistes qui ont une longueur d'avance dans leur stratégie d'internationalisation de la production. Et ce sont les travailleurEs qui subissent les coups des restructurations ne pouvant que s'amplifier avec la crise qui ravage la plupart des économies capitalistes mondiales, avec au premier rang l'industrie automobile. **Blog NPA-auto-critique**

NUCLÉAIRE Sept EPR... bonjour les dégâts!

Coups bas et grandes manœuvres dans l'énergie.

Démarrage repoussé à fin 2023 (16 ans de construction au lieu de cinq), coût passé de trois à 20 milliards, le gouvernement a avoué en octobre 2019, par la voix de Bruno Le Maire, que l'EPR était un « échec pour la filière ».

Les dangers du projet Hercule

Avec le projet Hercule (fils de Jupiter, dieu suprême des RomainEs!), le

pouvoir a donc organisé la socialisation des risques économiques au profit des capitalistes. EDF serait découpée en trois morceaux : « vert » pour la distribution d'électricité et les renouvelables (juteux, coté en bourse), « azur » pour les barrages hydroélectriques (bradés à Total, Engie et autres trusts de l'énergie) et « bleu » pour les centrales nucléaires (100 % public). Contre ce démantèlement, les travailleurEs d'EDF seront en

#JUSTICEPOURFOUAD La transphobie tue, construisons la riposte!

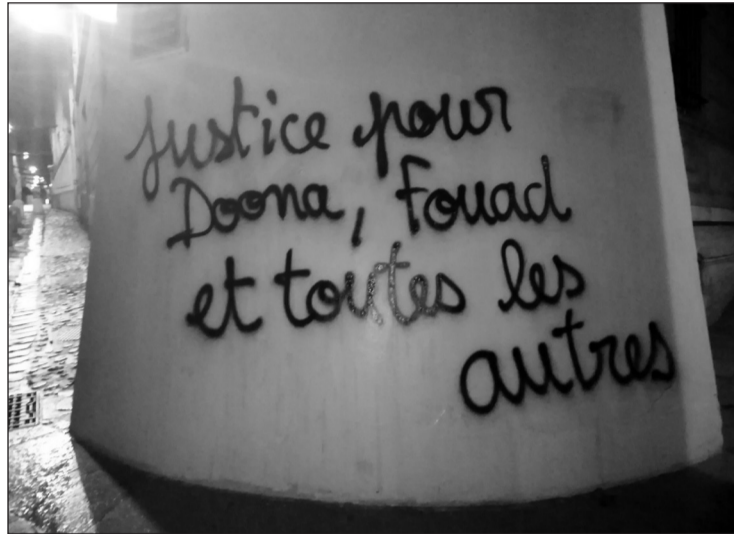
Mercredi 16 décembre, une jeune adolescente trans, Fouad (connue aussi comme Luna ou Avril) mettait fin à ses jours dans le foyer où elle résidait, à Lille. Elle étudiait au lycée Fénélon où, quelques jours auparavant, une altercation entre elle et sa CPE pour une histoire de port de jupe avait été le point culminant des violences subies par la jeune femme.

Le cas de Fouad est emblématique de cette violence transphobe qui touche de plein fouet la jeunesse en France. Il y a quelques mois, Doona, une étudiante trans, se jetait sous un train en gare de Montpellier. D'autres suicides non médiatisés sont à compter au sein des communautés trans.

Violences et discriminations

Ces dernières années, les agressions, voire les meurtres envers des personnes trans, en France et dans le monde, se sont multipliés. En 2019, 331 femmes ont été assassinées dans le monde parce que trans¹. Et au-delà de ce chiffre alarmant, les discriminations à l'emploi, au logement, à la santé, dans la vie quotidienne, sont monnaie courante.

En France, ces discriminations sont le résultat du mépris des institutions à l'égard des personnes trans. Leur précarité est dénoncée depuis des années par nombre d'associations, et malgré ça, il est toujours extrêmement compliqué



DR

ne serait-ce que d'avoir accès à un traitement hormonal ou de changer ses papiers².

Précarisées, rejetées, les personnes trans, quand elles ne sont pas agressées voire tuées, se suicident à cause de cette violence quotidienne. Ces suicides sont des crimes institutionnels. Les institutions d'État sont un organe

du patriarcat, elles maintiennent la différenciation de genre. Les gouvernements peuvent agir pour y mettre fin. Ne rien faire, c'est être complice.

Mobilisation!

Aujourd'hui, sans le travail acharné des associations LGBTI, nous ne pouvons imaginer la

misère encore plus terrible dans laquelle vivraient les personnes trans.

C'est contre cette situation mortifère qu'il faut agir. La jeunesse, à travers ses collectifs, syndicats, se mobilise et essaie de faire changer les choses.

Depuis le suicide de Fouad, une mobilisation s'est mise en place au lycée Fénélon. Un hommage en sa mémoire a eu lieu vendredi 8 janvier au sein de l'établissement³, et les lycéenEs comptent ne pas s'arrêter là.

Ce sont ces mobilisations que nous devons soutenir et créer partout où nous sommes, avec nos comités, nos collectifs, nos syndicats, pour que les personnes trans ne soient plus réduites à devoir compter leurs mortEs.

Marlène Ducasse

- 1 - « La réalité de la transmissogynie », 25 septembre 2020 : <https://lesguerilleres.wordpress.com/2020/09/25/la-realite-de-la-transmissogynie/>
- 2 - Virginie Ballet, « Transphobie : une violence au quotidien et à tous les niveaux », 3 avril 2019 : https://www.liberation.fr/france/2019/04/03/transphobie-une-violence-au-quotidien-et-a-tous-les-niveaux_1719265
- 3 - Julien Bouteiller, « Après le suicide de Fouad, un hommage et des avancées au lycée Fénélon à Lille » : https://actu.fr/hautes-de-france/lille_59350/apres-le-suicide-de-fouad-un-hommage-et-des-avancees-au-lycee-fenelon-a-lille_38561707.html

RENNES

Contre les expulsions, les OQTF et le fichage des mineurEs étrangers

Mobilisations contre les politiques racistes.

Le 6 janvier, nous nous sommes retrouvés devant le tribunal administratif de Rennes pour contester l'obligation de quitter le territoire français (OQTF) notifiée à une famille géorgienne.



NPA

Avec Mariam et sa famille

Les jeunes enfants sont scolarisés à Laillé, une commune du sud de Rennes, et sont entourés de la solidarité des parents d'élèves, avec la FCPE, des enseignantEs et des éluEs, au travers de l'association « Un p'tit coin de parapluie ». Un parrainage républicain, concernant également une famille tchéchène, a d'ailleurs été célébré en décembre à la mairie de Laillé, et les habitantEs de la commune étaient en nombre dans le hall du tribunal administratif (TA). Quant à Mariam, la plus âgée des enfants, elle est en première à Jean-Macé, à Rennes. Les élèves de sa classe et plus largement les lycéenEs de Jean-Macé, avec les enseignantEs et leurs syndicats, ont organisé un rassemblement en décembre devant le lycée et ont mobilisé pour l'audience au TA. Le 6 janvier a donc été l'occasion de rassembler celles et ceux qui exigent l'abandon de l'OQTF touchant cette famille, qui clament ensemble qu'ils et elles ne lâcheront rien : Mariam et sa famille doivent rester en France et la préfecture doit leur permettre de continuer à mener la vie à laquelle ils et elles aspirent ! Le délibéré, dans 15 jours, sera suivi de près par tout le monde...

Contre le fichage des MNA

Le 12 janvier, rendez-vous devant le conseil départemental, à l'occasion de la grève appelée par une intersyndicale très large, regroupant les syndicats CGT, CNT, FO, FSU et Solidaires des secteurs des collectivités territoriales, de l'action sociale, de la santé et de l'éducation nationale, soutenus par les associations de solidarité avec les exiléEs. Une protestation contre le fichage des mineurEs non accompagnés (MNA), contre le rôle dévolu aux salariéEs dans sa mise en place et pour le maintien d'une prise en charge cohérente de continuer à mener la vie à laquelle ils et elles aspirent ! Le délibéré, dans 15 jours, sera suivi de près par tout le monde...

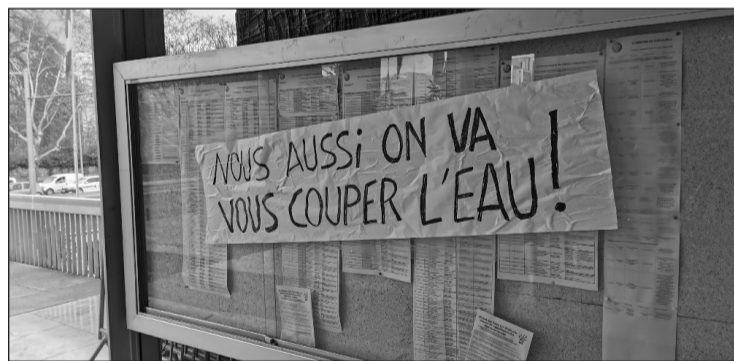
ToutEs ensemble!

Le sort réservé aux personnels que l'on veut astreindre à prendre une part active dans le fichage des jeunes répond à une logique politique, celle de la discrimination et du racisme d'État, celle-là même qui entraîne la persécution des familles sans papiers ainsi que la persécution des MNA. C'est pour cela que le NPA Rennes va continuer à tout faire pour unifier ces luttes et faire le lien avec la lutte des sans-papiers pour la régularisation, la fermeture des CRA et le droit au logement, très active à Rennes!

Correspondant

GRENOBLE Solidarité avec les sans-logis

Une pétition initiée par le DAL, adressée au maire de Grenoble Éric Piolle.



DR

Croissant, occupé par des sans-logis le 1^{er} janvier 2020, jusqu'à leur relogement.

L'immeuble occupé de huit logements fait partie du quartier de l'Abbaye proche du centre de Grenoble, parmi les premiers logements sociaux réalisés à

Grenoble, et qui depuis quatre ans a été vidé totalement de ses 232 familles, en vue d'une opération de gentrification. Pendant quatre ans, ces 232 logements sont restés vides mais chauffés, et il n'aura fallu que dix jours pour mener ces représailles

contre des personnes vulnérables, en contradiction avec le droit à l'eau et à l'énergie, reconnus dans des textes nationaux et internationaux ratifiés par la France. Nous demandons au maire de Grenoble, Éric Piolle, et à défaut au préfet, de faire rétablir les fluides dans l'attente du relogement stable, accessible et digne pour les cinquante personnes et familles occupantes du bâtiment – il ne s'agit pas d'un hébergement temporaire – et de faire ouvrir ou réquisitionner les autres logements vides de la ville afin de loger décemment des personnes et familles sans logis, très mal logées ou menacées d'expulsion.

Pétition en ligne sur <https://www.mesopinions.com/petition/social/retablissement-eau-chauffage-electricite-8-logements/120988>

En pleine fêtes de Noël, 52 personnes sans-abri (célibataires, couples, familles avec enfants, avec ou sans papier, avec ou sans emploi...) qui occupent depuis le 9 décembre huit logements vacants depuis quatre ans, dans le quartier HLM de l'Abbaye proche du centre Grenoble, ont été privés successivement de l'électricité, de l'eau et du chauffage urbain, sur ordre du bailleur social de la Ville de Grenoble, ACTIS, en plein hiver, alors que la crise sanitaire et la crise du logement sévissent.

« Représailles contre des personnes vulnérables »

Cet acte cynique ouvre la voie à une pratique jusqu'alors proscrite par de nombreux propriétaires institutionnels, que même le préfet de police de Paris n'avait pas utilisée contre les occupants de l'ancien commissariat du 2 rue du

7 mètres de diamètre, 11 mètres de hauteur) a été installée dans l'enceinte du réacteur en janvier 2014. Or, depuis 2007, ses défauts étaient connus d'EDF : des impuretés de carbone fragilisent l'acier au fil du temps. Malgré ce risque évolutif de rupture de la cuve, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a autorisé EDF, le 12 octobre 2020, à remplir la piscine de l'EPR de Flamanville de combustible nucléaire, en vue d'un chargement du cœur du réacteur dans la cuve en 2022.

Le nucléaire, une énergie dépassée du passé

Le 8 décembre 2020, Macron a annoncé la construction d'un nouveau porte-avions nucléaire et dès 2023, de trois paires d'EPR2 « nouveau modèle » sur des sites EDF, dont les deux premiers à

Penly (concéder par Sarkozy en 2009 à Engie pour y construire un EPR, sans succès). Les autres sites pressentis, très exposés, sont de bons candidats pour une prochaine catastrophe : Gravelines (explosion du terminal méthanier de Dunkerque), Bugey (séismes, inondations), Tricastin (séismes, inondations, ruptures de barrages). Avec six réacteurs à Gravelines, quatre à Bugey, quatre au Tricastin, des effets dominos sont à redouter, comme à Fukushima où l'accident nucléaire s'est propagé à trois des six réacteurs de la centrale. Lors d'une interview sur Brut (4 décembre 2020), Macron s'est justifié : « Moi j'assume à fond. Je crois dans l'écologie, je suis pour qu'on soit parmi les champions de la lutte contre le réchauffement climatique. » Le nucléaire, « énergie décarbonée,

non intermittente » ? Décarbonée, faux ! Intermittents, les réacteurs vieillissants, à l'arrêt pour maintenance et avaries, le sont bel et bien ! Quant au « bilan bénéfico-risques », c'est plié : déchets « millénaires », catastrophes « à venir »... Les énergies renouvelables, de plus en plus performantes partout sur la planète, sont à développer. Il importe d'abord de réduire la consommation énergétique et de supprimer des productions inutiles, dangereuses, énergivores. Le nucléaire en pleine banqueroute régresse... Mais Macron s'entête : « Moi, j'ai besoin du nucléaire. Si je ferme le nucléaire demain, qu'est-ce que je fais ? » Réponse dans les prochaines mobilisations qui se préparent autour des sites concernés. On n'a pas fini d'en reparler.

Commission nationale écologie



PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

grève les 19 janvier et 4 février (déjà 40 000 grévistes en décembre, à 60 % dans la production nucléaire). C'est à l'usine Framatome du Creusot, où sont forgées les pièces maîtresses des réacteurs des sous-marins et porte-avions nucléaires, mais aussi la cuve du réacteur de l'EPR, que Macron le jupitérien a tranché : « Notre avenir énergétique et écologique passe par le nucléaire ». Son soutien à cette filière mortifère est net et définitif : « Sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil ». C'est surtout un bras d'honneur aux générations futures, la forge du Creusot ayant falsifié entre 2005 et 2013 des dossiers pour cacher des défauts de fabrication. La cuve défectueuse de l'EPR de Flamanville, une énorme pièce d'acier (425 tonnes,

BORDEAUX Et si les quartiers populaires se révoltaient à nouveau

Un texte publié sur Facebook, le 6 janvier, par nos camarades de Bordeaux en luttés.

Les quartiers dits « sensibles » viennent de montrer qu'ils existaient et qu'ils souffraient, avec notamment la mort dramatique du jeune de 16 ans aux Aubiers, avec les incidents et tensions multiples de ces derniers jours dans d'autres quartiers populaires de Bègles, Eysines ou Pessac. Des quartiers, des populations habituellement invisibilisées, tenues à l'écart, discriminées, appauvries par une crise qui s'approfondit toujours plus. Alors la violence dans ces quartiers s'aggrave-t-elle ? Est-ce seulement un problème de voyous, de délinquants, de guerre des bandes, de trafics ? Ce ne serait qu'un problème de sécurité qui ne devrait se régler qu'à coup d'interventions policières, de sanctions pénales ?

Des histoires de meurtriers ou de voyous ?

Derrière les violences qui frappent ces quartiers, entre les règlements de comptes, les tirs sur des jeunes, les caillassages, les bureaux de poste ou arrêts de tram brûlés et détruits, n'y a-t-il que des histoires de meurtriers ou de voyous ? N'y a-t-il pas, en toile de fond, une réalité sociale, une souffrance sociale, de vies malmenées et écrasées pour des milliers de personnes. La question de la violence ne va-t-elle pas plus loin que des problèmes de délinquance ?

Ne devrait-on pas parler plus de la violence d'une société profondément injuste qui enferme les plus pauvres dans des quartiers éloignés, qui les condamne à des logements souvent incorrects voire insalubres, concentrés dans des espaces insuffisants et dans le bruit ?

Certes il y a de la délinquance, des trafics, des violences, des meurtriers, mais la loi de la jungle capitaliste provoque forcément de telles situations. En condamnant des gens à essayer de survivre, à se débrouiller pour s'en sortir alors qu'il n'y a pas de boulot, pas de quoi se raccrocher à un espoir, tout devient très compliqué.

Il ne s'agit pas d'excuser ou de justifier quoi que ce soit. Il n'est pas question de dire que la pauvreté conduit automatiquement au trafic ou au vol, à ce qu'on appelle la délinquance (pour preuve, les très riches volent et tuent aussi pour s'enrichir encore plus).

Sortir des politiques menées depuis des décennies

Mais il y a de quoi réfléchir, de quoi traiter la question différemment. Pour nous c'est une évidence, la réponse de fond ce sont des solutions sociales, c'est un véritable plan d'urgence, des moyens mis prioritairement pour améliorer la vie dans les quartiers, améliorer les logements, défaire les concentrations d'habitations, développer des structures collectives, des lieux de vie, de culture, d'échange, il faut des moyens humains, des éducateurEs, des animateurEs, des services publics, il faut des écoles avec des classes pas surchargées (c'est loin d'être le cas aujourd'hui), il faut des petits commerces, relancer une activité sociale et économique. Il faut respecter les personnes, redonner de la dignité en créant les conditions de vie décentes.

Oui, on est loin des réponses simplistes des partisans du sécuritaire, du plus de policiers, de plus de prisons, de cet engrenage de répression et de violence. Même si de toute façon, on le reconnaît, il y a bien un problème à gérer avec les réseaux mafieux et de trafiquants.

Mais encore une fois, dans l'immédiat, il s'agit bien de sortir des politiques menées depuis des décennies, celles qui mènent à la catastrophe sociale, il s'agit de tout inverser, de prioriser les besoins sociaux et collectifs. Comme les choix ne viennent pas d'en haut, ce sera aux populations de revendiquer, de se faire entendre et respecter, d'aller chercher, d'imposer que les richesses accumulées par les possédants reviennent à l'ensemble de la population. C'est pour cela que la révolte des quartiers populaires devient nécessaire, une prise de conscience collective pour sortir de l'écrasement, des engrenages d'appauvrissement et de violence.

BORDEAUX EN LUTTES

BRETAGNE Motion à destination de l'ARS pour des moyens dans la santé face au Covid

Motion à l'initiative des organisations de Guingamp de la « Gauche indépendantiste bretonne » et du NPA, remise au directeur du centre hospitalier de Guingamp à destination de l'agence régionale de santé (ARS) Bretagne.

La situation sanitaire due au Covid-19 demeure très compliquée, quand bien même notre département resterait le moins contaminé de l'hexagone, et plus globalement la même configuration prévaut en Bretagne. Si le département regroupe la population la plus âgée et la plus pauvre de Bretagne, le pays de Guingamp bat tous les records de précarité sous toutes ses formes, de population âgée, de faiblesse des services de soins, et de pathologie liées à des comorbidités (selon les études officielles).

Le défi de la vaccination

L'incurie du gouvernement, la centralisation d'un pouvoir déconnecté des territoires, atteignent des sommets, il suffit pour s'en convaincre de voir et d'entendre les élus de tous bords sur la gestion de la crise sanitaire.

Les politiques de santé publique entièrement soumises aux seuls critères financiers ont détruit le service public et l'hôpital. Et elles ont par le même fait distillé dans la population une méfiance vis-à-vis de la médecine et de la science qui s'y rattache.

Nous dénonçons ces politiques à partir de deux réalités qui nous amènent à nous poser des questions sur la vaccination et l'arrivée probable de nouveaux variants du Covid qui risque d'aggraver la pandémie.

Sur la seconde question nous n'avons aucune prise sauf à continuer à nous protéger.

Sur la vaccination nous demandons l'ouverture immédiate d'un centre



L'HÔPITAL DE GUINGAMP, DR

de vaccination au sein de l'hôpital de Guingamp, adossé au centre déjà existant de tests Covid.

Nous demandons des moyens supplémentaires en effectifs et en logistique pour assumer cette tâche qui ne peut être exécutée à moyens constants.

Nous affirmons que face au défi logistique que représente la campagne massive de vaccination, il y a une alternative au bricolage sanitaire, pour que tout le monde soit traité à égalité et non en fonction de ses revenus financiers ou de ses réseaux...

Pour une réponse collective, solidaire et inclusive

Notre démarche est une démarche qui prend en charge une réponse collective, solidaire et inclusive,

mais n'impose la vaccination obligatoire à personne. Le débat aujourd'hui est strictement inverse: l'absence de vaccination est imposée à ceux, dont nous sommes, qui pensent que c'est la seule solution pour juguler la pandémie et arrêter le morbide décompte des morts et de ceux qui garderont des séquelles du virus.

Nous réaffirmons notre dénonciation de la gestion globale de la pandémie depuis un an, l'absence de masques, de matériel pour les soignants, de tests, aucune démarche de politique globale de prévention des épidémies, sans oublier la recherche fondamentale sacrifiée au seul profit de l'industrie du médicament.

Nous déposons donc cette motion à la direction du centre hospitalier

à destination de l'ARS Bretagne, et du ministère de la Santé, et nous appelons toutes les organisations politiques, syndicales, associatives et la communauté médicale à nous rejoindre.

Sans notre engagement et notre intervention directe, nos anciens continueront à mourir dans les maisons de retraite, la jeunesse à vivre sous cloche et nous-mêmes à nous défier de nos proches, de nos voisins par crainte de la contamination. Le peuple de Bretagne dans toute son histoire a su relever les défis et les dangers pour assurer sa survie et exprimer sa solidarité. Nous résisterons au virus comme nous obligerons le pouvoir en place à nous entendre.

NPA et Gauche indépendantiste bretonne

MICHELIN Coup de pression sur les « bibs »

Coup de tonnerre chez Michelin: la direction annonce la suppression de 2300 emplois (1100 dans le tertiaire, 1200 dans l'industrie) par voie de presse.

Un bel exemple du dialogue social tant mis en avant par l'entreprise ! Et le maire (PS) de Clermont-Ferrand qui, visiblement, approuve: « On aimerait que d'autres entreprises, quand cela arrive, le fassent avec autant de bienveillance ».

Honteux !

Cette annonce, qui a laissé les salariéEs en état de choc, est brutale et injustifiable. Injustifiable par les bénéfices de la boîte, 1,5 milliard d'euros par an depuis plus de dix ans ! Injustifiable par les aides versées par l'État, comme le CICE à hauteur de 75 millions d'euros ! Injustifiable par les dividendes versés aux actionnaires, une bagatelle de 500 millions d'euros par an ! De 50 000 salariéEs, les « bibs » ne sont plus que 19 500, et ce n'est pas fini. Ces suppressions d'emplois ne sont qu'un début à une réorganisation complète de l'entreprise en vue d'améliorer la « compétitivité » (comprenez les bénéfices). Fermeture des usines de Poitiers, Toul, La Roche-sur-Yon, Noyelles,



DR

où les salariéEs sont sacrifiés au nom de la rentabilité. Les victimes sont déjà nombreuses et font grimper inexorablement le nombre de chômeurEs dans des régions déjà sinistrées économiquement.

Pourtant, le travail ne manque pas sur les chaînes de production, obligeant les salariéEs à augmenter les cadences, non sans conséquences

sur leur santé physique et mentale. Une embauche pour trois départs, voilà la norme depuis l'accord compétitivité de 2012... La casse sociale, physique et psychologique est devenue la norme !

Rien n'est inéluctable

La crise économique, sociale, écologique et sanitaire doit nous

amener vers une rupture du système capitaliste à bout de souffle. La réduction du temps de travail sans perte de salaire (travaillons touTEs et mieux) et la réappropriation des biens de production, pour que les salariéEs et les citoyenEs soient les premiers concernés (contrôle de la production, contrôle des risques environnementaux, contrôle des richesses...), sont des éléments qui doivent construire le monde d'après. La richesse de cette entreprise n'est pas entre les mains des actionnaires, mais bel et bien dans celles des salariéEs, qui ont forgé et développé cette marque à travers le monde. La force de travail est dans les ateliers, dans les bureaux, dans les usines, et sans ces premierEs de corvée, rien n'est possible.

La lutte contre les licenciements, le partage du temps de travail et le contrôle des travailleurEs doit être au cœur des priorités des forces sociales, syndicales et politiques. Le NPA sera présent à la marche nationale contre les licenciements, au côté des salariéEs pour défendre leurs intérêts et construire le rapport de forces nécessaire : rendez-vous le 23 janvier à 14 h à Paris devant l'Assemblée nationale !

CorrespondantEs

Documentaire graphique

Mercredi 6 janvier 2021, la manifestation et l'invasion du Capitole par des milliers de partisans de Donald Trump a démontré aux yeux du monde l'existence d'une frange d'Américains « petits blancs », racistes et chrétiens toujours plus radicalisés à droite. Cette extrême droite vient de loin et ce n'est pas un hasard si les auteurs de ce roman graphique¹ ont, avec leur titre, pastiché le film de John Ford de 1962, *L'homme qui tua Liberty Valance*, et introduit l'ouvrage par le fameux « *On est dans l'Ouest, ici. Quand la légende devient réalité, on imprime la légende* ». C'est pourtant exactement ce que fit Clint Eastwood en 2014 en tournant le film *American Sniper* à propos du « tueur » Chris Kyle. La BD documente l'envers du décor du film, s'attarde sur la personnalité du sniper, de ses amis et famille, sur la personnalité du « tueur du tueur » et sur le Texas profond en général.

La vraie histoire de la « Légende Kyle »

Ancien Navy Seal, sniper, Chris Kyle, surnommé « La légende », est le soldat recordman du nombre de tués homologués de toute l'histoire de l'armée US. 160 « cibles » homologuées et 239 revendiquées par le tueur. Quatre interventions en Irak et trois années sur le terrain lui ont valu de nombreuses médailles. 2013, après quelques années difficiles où il semble qu'il ait été victime de PTSD (Post-Traumatic Stress Disorder), Chris Kyle est un homme comblé. Heureux en

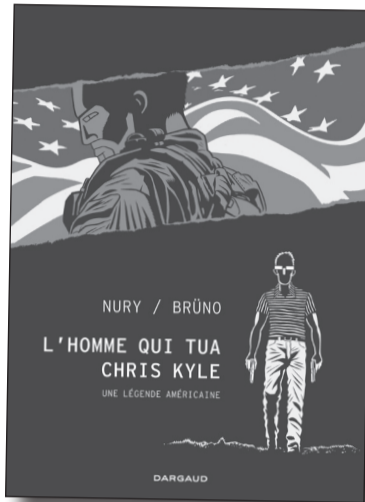
L'homme qui tua Chris Kyle, de Fabien Nury et Brüno

Dargaud, 162 pages, 22 euros.

ménage avec sa femme, Taya, et ses deux enfants. Son livre, autobiographique, est numéro 1 des ventes. Les droits d'auteur ont été cédés à Warner et Clint Eastwood est pressenti pour la réalisation. Kyle a fondé une entreprise de sécurité privée plus ou moins prospère. Il consacre beaucoup de temps à aider ses anciens camarades de combat, en particulier les blessés graves, les traumatisés et les handicapés, en les invitant sur un champ de tir conçu et aménagé pour lui.

Un programme thérapeutique de réhabilitation par les armes

Le 2 février 2013, en compagnie de son ami Chad, il emmène, à la demande de sa mère, Eddie Ray Routh, un ancien marine souffrant de stress post-traumatique grave. Arrivé sur le champ de tir, ce dernier les abat froidement de treize coups de feu. Si le film de Eastwood ne dit rien sur Eddie Ray Routh, les auteurs tentent ici d'expliquer pourquoi il a tué Kyle et son ami Chad. Eddie Ray Routh est célibataire. Il n'arrive pas à reprendre le cours normal de sa vie suite à une mission militaire traumatisante en Haïti. Il sombre dans l'alcool et la toxicomanie et



souffre du manque de considération par les autres ex-marine. En mettant fin à la « Légende », il règle ses comptes.

Un traitement documentaire hallucinant

L'homme qui tua Chris Kyle est une BD documentaire de grande qualité. Très documentée (à partir d'interviews, de vidéos...), elle est structurée en chapitres ouverts par une citation très « pacifiste » de Clint Eastwood. Kyle, encore vivant, n'aurait pas voulu de Matt Damon

pour interpréter son rôle car c'est un « gauchiste ». Le pasteur évangéliste cite la bible pour bénir l'usage des armes. Les auteurs racontent l'Amérique de Trump avec son culte du héros, la fascination des armes, le virilisme, le sensationnel, la religion. Un mode de vie orchestré par les médias conservateurs (impayable présentateur de Fox TV). Les auteurs montrent les images du procès retentissant et comment la veuve, Taya Kyle, profite de l'homicide de son mari pour s'enrichir et « légitimer » les armes contre monnaie sonnante et trébuchante. Impassable dans le ton, les auteurs décrivent la propagande ultra militariste, présentent les arguments des « pro-armes » tout en montrant les conséquences que ces idées induisent concrètement mais laissent le lecteur tirer les conclusions par lui-même. Graphiquement, le trait inimitable, simple et anguleux de Brüno sied parfaitement à ce récit, au découpage habile.

Une BD percutante, juste éditée et vraiment d'actualité!

Sylvain Chardon

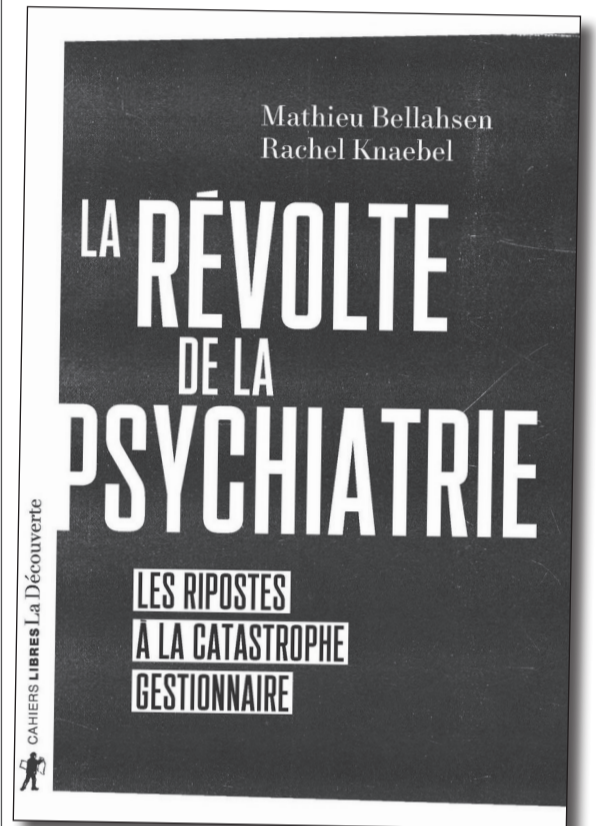
1 – Nury et Brüno sont également les auteurs de la trilogie « Tyler Cross » sur une Amérique peu ragoûtante des années 1950. Voir *L'Anticapitaliste* numéro 426 du 19 avril 2018.

Essai

La révolte de la psychiatrie, de Mathieu Bellhasen et Rachel Knaebel

La Découverte, 246 pages, 19 euros.

Le livre s'ouvre en montrant le lien entre les manifestations contre la loi travail de 2016, les grèves très suivies du personnel, surtout précaire et féminin, des maisons de retraite début 2018, des urgences à travers la France en 2019, et celles des professionnelles de la psychiatrie.



Un miroir grossissant de la société

« Ces mobilisations constituent l'une des branches d'un grand arbre du mouvement social secouant la France depuis plusieurs années, qui s'oppose à une vision de la société dans laquelle les travailleurs, les usagers, devraient avant tout être gérés et "managés", perçus en simples termes de coûts notamment par la puissance publique, ou de gain potentiel pour des entreprises privées... ».

Les auteurEs décrivent les attaques contre ce secteur par des regroupements de services et d'hôpitaux, l'imposition de résultats comptables supprimant des soins et des personnels (la moitié des lits de psy supprimés depuis 1980), des structures extérieures comme les clubs thérapeutiques. Cela passe aussi par le développement de la psychiatrie ambulatoire avec traitements médicamenteux voire de l'e-médecine, le tout avec un discours « neuroscientifique » qui se veut moderne traitant les troubles psychiques comme des maladies uniquement organiques qu'il suffit de traiter en « dressant les malades » à l'aide de médicaments, et plutôt chez eux. La conséquence en est l'augmentation de l'affluence dans des hôpitaux saturés voire celle de pratiques d'un autre temps comme la contention (fixation de patientEs à un lit ou une chaise). La criminalisation de patientEs sortis trop tôt ou sans soins ayant commis des meurtres a entraîné de plus en plus d'investissements dans l'enfermement psychiatrique, à l'encontre des thérapies basées sur l'écoute et la vie commune dans et hors des structures, avec la participation des personnes soignées, de leurs familles...

Il y a des résistances, comme celle des personnels « perchés » de l'hôpital psy du Havre en 2018 où salariéEs, soignéEs et soutiens se sont retrouvés autour d'un piquet accompagnant une occupation du toit, obtenant certains postes hélas vite remis en cause.

« Ce qui mine la psychiatrie est un miroir grossissant de ce qui se passe dans l'ensemble des sphères sociales et politiques : destruction des services publics, réduction des espaces de négociation démocratique, atteintes aux libertés [...]. En psychiatrie, notre travail, c'est la rencontre, tous les outils peuvent être efficaces [...]. Il ne s'agit donc pas de rejeter les médicaments, la recherche en neurobiologie, mais de pouvoir défendre que pour soigner, il faut avant tout de l'humain, des moyens humains, de la parole, de l'échange... : de l'argent sur la table pour les soins, sans discuter ! » M.C.

Roman graphique

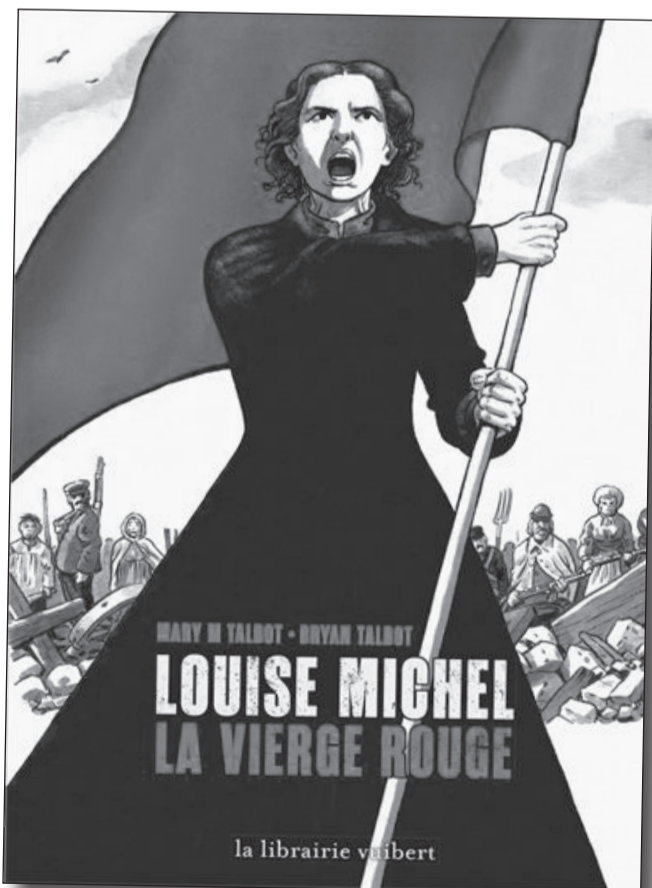
Louise Michel, la Vierge rouge, de Marie et Bryan Talbot

Éditions la Librairie Vuibert, 141 pages 19,90 euros.

Dans ce roman graphique saisissant, publié par la Librairie Vuibert, Marie et Bryan Talbot retracent l'histoire de Louise Michel. La bande dessinée nous transporte dans le magnifique désordre de la Commune de Paris de 1871 jusqu'aux insurrections des Kanak en Nouvelle-Calédonie que la communarde, déportée après la chute de la République sociale, a soutenues. Malgré ses requêtes, elle n'avait pas été exécutée parce que femme. Le roman s'ouvre avec l'arrivée de Charlotte Perkins Gilman à la gare de Lyon en 1905, le jour des funérailles de la Vierge Rouge, avec laquelle elle partage le travail précurseur sur le féminisme et la passion pour le roman utopique. L'écrivaine états-unienne nous accompagne tout au long du récit.

Symbole immortel du désir de révolution

On plonge ensuite dans un Paris assiégé par la Prusse et ravagé par la pauvreté. Nous sommes le 9 décembre 1870. Les quartiers pauvres du nord, Montmartre, Belleville et la Villette, rêvent d'une révolution sociale depuis des années. Ce besoin devient de plus en plus urgent pour Louise Michel qui préconise une science au service de l'égalité et du progrès humain et des formes d'autogestion et de gouvernement du peuple.



Puis, le 18 mars 1871, elle participe activement à l'insurrection contre le gouvernement de Thiers qui voulait récupérer les armes restées dans la ville après la défaite avec la Prusse.

On savoure alors chaque instant de ce moment décisif où la garde nationale fraternise avec le peuple et prend le contrôle de la ville. Dix jours après l'insurrection,

la Commune est officiellement proclamée.

Institutrice, ayant refusé de prêter serment devant Napoléon III, Louise harangue les foules avec ses discours sur les droits des femmes, l'éducation comme moyen d'émancipation et la nécessité d'abolir la propriété privée. Le 16 avril, la Commune publie un décret qui permet de réquisitionner les ateliers parisiens inutilisés et de les transformer en coopératives industrielles. Les immeubles vacants sont utilisés pour héberger les sans-abris, les dettes des foyers en difficulté sont effacées. Mais cette ferveur est matée dans le sang par l'armée de Versailles qui brise temporairement le rêve de la Commune sans pour autant effacer l'idéal révolutionnaire. La brève vie de la Commune constitue un laboratoire toujours actuel pour penser une société égalitaire où les femmes et les hommes prennent en main leurs affaires et refusent la soumission à l'ordre établi.

Préparant le terrain pour les mouvements socialistes, anarchistes, féministes et décolonialistes à venir, Louise Michel devient le symbole immortel de ce désir de révolution.

Hélène Marra

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
contact@la-breche.com

Horaires : Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

Fascisme, enfumage et alternative

Un texte de **Daniel Tanuro**, membre de la Gauche anticapitaliste (Belgique), auteur de « le Moment Trump, une nouvelle phase du capitalisme mondial » (Demopolis, 2018) et de « Trop tard pour être pessimistes » (Textuel, 2020).

Le système présidentiel états-unien a été fondé au temps de l'esclavage, au 18^e siècle ; il est basé sur le suffrage indirect, biaisé de toutes les manières possibles, gangrené par l'argent jusqu'à la moelle... Qu'importe : dans les médias, il a suffi que de dangereux apprentis fascistes prennent le Capitole d'assaut pour que les États-Unis redeviennent comme par magie « la grande démocratie par excellence ». Inégalités sociales vertigineuses, racisme structurel, sexisme virulent, absence de sécurité sociale, sectes religieuses fanatiques, groupes nazis et suprémacistes armés, refoulement des migrantEs, agressions homophobes et soutien impérialiste aux dictateurs du monde entier... Soudain, Trump est désigné comme la cause principale, si pas exclusive, de tous ces maux. Ceux-ci ne datent pourtant pas d'hier. Pour rappel, c'est Clinton qui a commencé à construire le Mur à la frontière mexicaine...

Les amalgames : plus c'est gros, mieux ça passe

Suite à l'assaut fasciste contre le Capitole, les responsables politiques et les grands médias quasi unanimes répètent le même refrain moralisateur : « La polarisation et la radicalisation font le jeu des "extrémistes" qui mettent La Démocratie en danger, rassemblons-nous pour La défendre, faisons taire nos querelles, aimons-nous les uns les autres ». Traduit en termes politiques et sociaux, cela signifie : « Travaillez bien, acceptez patiemment les sacrifices et les injustices, obéissez à la police et respectez vos gouvernements. Sinon, les méchants extrémistes mettront en danger les Institutions sacrées de la Démocratie ». Pour que les choses soient tout à fait claires, certains observateurs ont d'ailleurs osé mettre un trait d'égalité entre les bandes fascistes lancées par Trump à l'assaut du Capitole et le mouvement des Gilets jaunes lancé par la base sociale contre la politique austéritaire-sécuritaire d'Emmanuel Macron ! Les amalgames, plus c'est gros, mieux ça passe...

D'un mensonge à l'autre

Bien qu'il soit plus subtil et qu'il se réclame des « valeurs démocratiques », ce discours dominant n'est, en fin de compte, pas moins mensonger que celui de Trump. Simplement, il remplace les « vérités alternatives » par la pensée unique (La Vérité révélée par les « faiseurs d'opinion ») et les discours de haine par des déclarations d'amour et de concorde sociale (dégoulinantes d'hypocrisie). La menace d'une tentative de coup d'État trumpiste était évidente depuis des mois. Pourquoi les responsables politiques et leurs relais médiatiques ne nous en ont-ils guère alertés ? Comment auraient-ils réagi si Trump avait réussi à utiliser la Cour suprême des États-Unis pour inverser le résultat du vote – comme il en avait clairement l'intention ? Fort probablement se seraient-ils contentés d'un commentaire désapprobateur, tout en soulignant les bizarreries du système étatsunien... Pas question de semer le doute sur la « plus grande démocratie du monde » !

L'assaut fasciste comme révélateur

Pourquoi alors tout le remue-ménage actuel ? Parce que ce qui s'est passé



DR

au Capitole change la donne dans l'opinion. Tout à coup, des masses de gens constatent avec inquiétude que le chômage massif, les inégalités, les lois du marché, la guerre de tous contre tous et le suprémacisme impérialiste font renaître la barbarie fasciste et raciste, comme dans les années trente. Elles constatent aussi que, comme dans les années trente, les tentatives d'ouvrir le chemin du pouvoir à cette barbarie ne viennent pas seulement d'en-bas (des « QAnon » et autres « Proud Boys ») mais souvent aussi d'en-haut, parfois même du sommet de ces États qu'on nous dit « démocratiques ». Faut-il rappeler que le roi Victor-Emmanuel III a ouvert la voie à Mussolini en Italie ? Que Léopold III et Hendrik De Man, chez nous [en Belgique], ont favorisé « l'Ordre nouveau » ?

Ce qui s'est passé le 6 janvier à Washington opère comme un révélateur. Le choc national et international est énorme, comparable à celui du 11 septembre, sur un autre terrain. Alors, les responsables politiques du capitalisme et leurs relais médiatiques se précipitent. Pour en finir avec le chômage massif, les inégalités, les lois du marché, la guerre de tous contre tous, le suprémacisme impérialiste ? Ah non, au contraire : ils se précipitent pour sauver ces politiques injustes qui sont les leurs, sauver les institutions par lesquelles ils édictent ces politiques, et sauver

l'idéologie hypocrite qui fait passer ces institutions pour défenderesses démocratiques de « l'intérêt général », alors qu'elles sont au service des intérêts particuliers des puissants. Car, sans l'emprise de cette idéologie, tout le système s'effondrerait comme un château de cartes.

Enfumage pseudo-démocratique

Le sens de la manœuvre est très clair aux États-Unis, où la stupeur créée par le coup de Trump est mise à profit pour tenter de consolider la position fragile de Joe Biden, de justifier son rapprochement avec les Républicains « anti-Trump » (entre guillemets), et donc l'élimination de tout ce que le programme du futur président pouvait encore comporter de concessions faites à Bernie Sanders et à la gauche du Parti démocrate... Défense de la démocratie, mon œil ! La manœuvre ne débouchera pas sur une alternative démocratique, sociale et écologique au trumpisme mais sur un recadrage du genre de politique qui a rendu le trumpisme possible, et par conséquent sur son renforcement.

Le même genre de manœuvre est en cours en Europe. Dans une allocation de circonstance, Emmanuel Macron a eu le culot de se présenter comme le défenseur des droits démocratiques qu'il tente d'enterrer. L'interview complaisante de Charles Michel, sur les ondes de la RTBF il

y a quelques jours, constituait un autre échantillon remarquable¹. Charles Michel, le ci-devant chef du gouvernement le plus anti-social d'après-guerre ; Charles Michel, l'homme qui a gouverné avec un secrétaire d'État à l'asile fascisant et admirateur explicite de Trump ; Charles Michel, que la pauvreté dans laquelle grandit un enfant sur quatre n'empêche pas de dormir ; Charles Michel, l'homme qui a trouvé « démocratique » d'imposer la pension à 67 ans (!) alors que cette mesure criminelle ne figurait même pas au programme des partis formant sa coalition... Charles Michel, le président d'un Conseil européen non élu, est venu nous exhorter à défendre La Démocratie.

Nécessité d'une riposte, urgence d'une alternative

Cet enfumage pseudo-démocratique est en cours dans tous les pays. Avec d'autant plus de risques de succès que la pandémie favorise à la fois les discours d'unité nationale par-delà les clivages sociaux, les abus policiers et les glissements autoritaires. Dans tous les pays, comme aux États-Unis, le résultat sera le renforcement de la droite extrême et de l'extrême droite populiste, raciste, conspirationniste et sexiste. Le danger que celle-ci représente ne peut en effet pas être combattu par « l'union sacrée de tous les démocrates » – une union sacrée dans la régression sociale néolibérale et productiviste. Il ne peut être combattu que par la mobilisation de masse des exploités et des opprimés contre toute forme de domination, en défense de leurs droits démocratiques et donc de leurs droits sociaux, en défense du droit des générations futures à un environnement de qualité. Dans cette mobilisation, il faut espérer que les partisanEs de l'écosocialisme se regroupent autour d'une alternative digne de ce nom, car le système capitaliste n'a plus rien d'autre à apporter que la régression sociale, la destruction écologique et le despotisme politique.

Daniel Tanuro

1 – RTBF, « Jeudi en prime », 7 janvier 2021.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

PLAINTES DE MANIFESTANT·E·S CONTRE LALLEMENT. Elles contre-attaquent. Au moins huit personnes interpellées lors de la manifestation du 12 décembre à Paris contre la proposition de loi « sécurité globale » ont porté plainte, jeudi 7 janvier, contre le préfet de police de Paris, Didier Lallement, selon leur avocat, Arié Alimi. Plusieurs associations, syndicats et élus avaient dénoncé des « arrestations arbitraires » à la suite de l'interpellation de 150 manifestants, parmi lesquels au moins deux journalistes. Parmi les 124 personnes qui avaient fait l'objet d'une garde à vue, près de cent avaient vu la procédure les visant être classée sans suite, dont près de la moitié après un rappel à la loi. Dans leurs plaintes, dont l'Agence France-Presse (AFP) a eu copie, ces manifestants estiment que « le caractère systématique des interpellations sans raison dans le cadre de bonds offensifs [effectués par les forces de l'ordre, qui fondent ainsi sur des manifestants], eux-mêmes non légitimes, permet de penser que l'utilisation de cette technique résulte d'ordres donnés par l'autorité civile de commandement en complicité avec le procureur de la République » de Paris. Ils portent donc plainte auprès de ce même procureur contre X et contre le préfet de police de Paris pour diverses infractions, parmi lesquelles « entrave à la liberté de manifestation », « violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique », « dénonciation calomnieuse » ou encore « faux en écriture publique ». Ils rappellent que la manifestation, déclarée, avait fait l'objet d'un dispositif policier de grande ampleur, annoncé comme visant à interpellé toute personne soupçonnée de vouloir constituer un « bloc ». Mais pour les plaignants, les forces de l'ordre « chargeaient le cortège et procédaient à des interpellations au hasard », « accompagnées d'actes de violences injustifiées » et revêtant un caractère d'autant plus « abusif » qu'aucune infraction n'était commise. Pour eux, les placements en garde à vue qui ont suivi étaient « arbitraires », car des « procès-verbaux rédigés par des fonctionnaires de police [leur] imputaient la commission d'infractions alors même qu'aucune suite judiciaire n'[a été] donnée à [leur] procédure ». Parmi ces huit interpellés plaignants, âgés entre 21 et 50 ans et provenant de toute la France, sept affirment avoir été relâchés sans poursuites. Le tribunal correctionnel de Paris a relaxé le dernier. [...]

« Une dizaine de manifestants interpellés le 12 décembre à Paris portent plainte contre le préfet de police », lemonde.fr, 7 janvier 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard		6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an
Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org